

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 4095

[2006/203316]

**7 JUILLET 2006. — Arrêté ministériel relatif aux demandes de révisions des droits au paiement unique provisoirement notifiés aux agriculteurs en exécution du régime de paiement unique dans le cadre de la politique agricole commune**

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée en dernier lieu par la loi du 12 août 2003;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, modifié par la loi du 29 décembre 1990;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 319/2006 de la Commission du 20 février 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 2183/2005 de la Commission du 22 décembre 2005;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 489/2006 de la Commission du 24 mars 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu la notification faite par la Belgique en date du 29 juillet 2004 au titre des articles 58, paragraphe 1<sup>er</sup>, et 64, paragraphe 1<sup>er</sup>, et 70, paragraphe 1<sup>er</sup>, point a), 2<sup>e</sup> tiret, du Règlement (CE) n° 1782/2003;

Vu la concertation entre les gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 24 avril 2006;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'obligation de se conformer sans retard aux règlements du Conseil et de la Commission visés au préambule;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne la notification provisoire des droits au paiement unique, de fixer les conditions d'attribution de révisions des droits au paiement unique notifiés provisoirement aux agriculteurs;

Considérant que les agriculteurs qui souhaitent bénéficier de ces révisions des droits provisoires doivent introduire leur demande initiale pour le 31 mars 2005;

Considérant qu'un des principes clés qui a présidé à la réforme de la politique agricole commune (PAC) de 2003 est que les droits au paiement unique (DPU) attribués aux agriculteurs exploitant une terre pendant une période de référence sont calculés indépendamment et en dehors de toutes considérations par rapport au droit de propriété que ces agriculteurs détiennent sur la terre qu'ils exploitent pendant cette période de référence et que les qualités de propriétaire ou de locataire n'interviennent donc pas pour l'attribution desdits droits au paiement unique;

Considérant que pour établir les montants de référence pour les agriculteurs se trouvant dans une situation spéciale telle que visée par l'article 42, paragraphe 4, du Règlement (CE) n° 1782/2003, il convient d'établir des critères objectifs d'accès à la réserve nationale, d'assurer l'égalité de traitement entre les agriculteurs et d'éviter des distorsions du marché et de la concurrence;

Considérant que l'administration doit, afin de contrôler efficacement les conditions d'octroi des révisions lors de diverses situations de transferts d'exploitations, vérifier la réalité de ces transferts;

Considérant que, dans un souci de simplification, il convient d'utiliser les données qui sont déjà à disposition de l'administration;

Considérant que, dans le cadre des demandes de révisions, la preuve de l'existence d'un bail peut être fournie par toutes voies de droit, témoins et présomptions compris et que, de ce fait, l'occupation des terres telle que déclarée par les agriculteurs cédants dans leur déclaration de superficie, au moins deux années sur les trois années précédant un transfert de tout ou partie des terres de l'exploitation, constitue une présomption de l'occupation préalable de ces terres par l'agriculteur cédant concerné;

Considérant, d'une part, que les déclarations de superficies sont à disposition de l'administration, que, d'autre part, lorsqu'il y a eu transfert de terres, les intéressés déclarent que les parcelles de terres concernées ont fait l'objet de la déclaration de superficie de l'agriculteur cédant lors d'au moins deux années sur les trois précédant ce transfert, et que de la sorte cette condition est vérifiable par l'administration;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de mauvaise application du nouveau régime de paiement unique ou en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour la mise en place du régime,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'agriculteur qui, conformément à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, souhaite une révision de ses droits provisoires, doit introduire une demande de révision au moyen du "formulaire standardisé de demande de révision des droits provisoires" disponible auprès de l'administration. Cette demande doit se fonder sur au moins un des éléments énumérés au deuxième paragraphe dudit article.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par "numéro d'unité de production", le numéro unique que l'administration utilise pour identifier un ensemble territorialement lié de moyens de production que l'agriculteur engage dans son exploitation. Un agriculteur qui est soumis au régime de paiement unique, dispose au moins d'un numéro d'unité de production.

**Art. 3.** Lorsque la demande de révision des droits provisoires est fondée sur l'existence d'une erreur dans le calcul des montants de référence et/ou des nombres d'hectares qui ont servi à l'établissement provisoire des droits ou d'une discordance entre les données reprises dans la feuille de calcul et les différents décomptes établis pour les régimes d'aides repris dans le paiement unique au cours des trois années de référence, l'agriculteur doit introduire une demande de révision du calcul par le biais du formulaire standardisé visé à l'article 1<sup>er</sup> en y indiquant la raison de sa demande et en joignant une lettre expliquant et détaillant les motifs de sa réclamation.

**Art. 4.** Lorsque la demande de révision des droits provisoires est fondée sur le fait que l'agriculteur a commencé son activité agricole pendant la période de référence et que le calcul n'en a pas tenu compte, l'agriculteur peut solliciter une exception aux règles de calcul générales. Il doit introduire sa demande par le biais du formulaire standardisé visé à l'article 1<sup>er</sup>, en y précisant la raison de sa demande et la date du début de son activité agricole.

En cas de demande de révision pour le motif de commencement d'activité, les conditions suivantes doivent notamment être satisfaites :

— l'agriculteur qui a commencé une activité agricole doit satisfaire à la définition de l'article 2, point *k*), du Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

— en cas de groupement ou en cas de personnes morales, tous les membres du groupement ou tous les gérants doivent remplir cette condition;

— le début d'activité de l'agriculteur considéré doit être en concordance, à la même date, avec les changements de données au niveau de l'identification des agriculteurs dans le système unique d'enregistrement de l'identité de chaque agriculteur prévu à l'article 18, paragraphe 1<sup>er</sup>, point *f*), du Règlement (CE) n° 1782/2003 et compris dans le système intégré de gestion et de contrôle;

— à la date de début de son activité agricole, le nouvel agriculteur ne peut recevoir ni les données de référence ni les droits d'un autre agriculteur;

— l'agriculteur doit autoriser l'administration à pouvoir interroger le Service public fédéral Finances sur l'existence d'une éventuelle activité agricole préalable à la date invoquée du début d'activité agricole.

En cas de demande de révision pour le motif de commencement d'activité, le calcul de la révision se fait selon la procédure prévue à l'article 37, paragraphe 2, du Règlement (CE) n° 1782/2003, sans préjudice de l'application de l'article 13, paragraphe 4, du Règlement (CE) n° 795/2004.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque la demande de révision des droits provisoires est fondée sur un cas de force majeure ou de circonstance exceptionnelle, survenu en 1999 ou pendant la période de référence, seuls les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles visés à l'article 3, deuxième paragraphe, point 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 sont reconnus.

§ 2. En cas de décès, seul le décès de l'agriculteur personne physique seule ou gérant unique d'une personne morale ou le décès d'un membre du groupement de personnes physiques concerné, survenu en 1999 ou au cours de la période de référence, peut être pris en considération, à l'exclusion de toute autre personne et de toute autre période.

Par dérogation au premier alinéa, le décès du conjoint aidant peut également être pris en considération à condition que ce conjoint soit, au moment du décès, conjoint aidant ou présumé l'être conformément à l'article 7*bis* de l'arrêté royal du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, et à condition que l'agriculteur initial demandeur était ou bien une personne physique seule ou bien un groupement d'époux. Par exception, le conjoint qui serait présumé conjoint aidant du seul gérant d'une personne morale pourrait être pris en compte pour autant que le gérant soit le conjoint de la personne décédée et que la personne morale réponde aux conditions d'accès aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture.

En cas de décès, l'année de la période de référence qui ne sera pas prise en considération sera choisie par l'agriculteur cessionnaire par héritage. Cette année pourra être soit l'année du décès, soit l'année qui suit.

La demande de révision du calcul sur base du décès invoqué ne peut être introduite que par l'un des agriculteurs suivants :

- si le décès concerne l'agriculteur lui-même, par l'agriculteur qui a repris et reçu l'exploitation par héritage;
- si le décès concerne le gérant de la société qui était l'agriculteur, par le nouveau gérant qui poursuit la gestion de l'exploitation;
- si le décès concerne un des membres du groupement de personnes physiques qui était l'agriculteur, par la ou les autres personnes physiques de ce groupement.

L'agriculteur concerné doit introduire sa demande de révision par le biais du formulaire standardisé visé à l'article 1<sup>er</sup> en y indiquant la raison de sa demande, l'identité de la personne décédée et, éventuellement, l'année qui ne doit pas être prise en considération. L'agriculteur doit joindre à sa demande un certificat de décès et, dans le cas du décès du conjoint aidant, une attestation fournie par la caisse d'assurance justifiant que l'époux ou l'épouse était conjoint aidant.

En cas de demande de révision pour le motif de décès, les conditions suivantes doivent notamment être satisfaites :

— lorsque le décès concerne l'agriculteur lui-même ou un des membres du groupement de personnes physiques concerné, cet événement doit être en concordance avec un changement adéquat à la même date au niveau de l'identification de l'agriculteur dans le système unique d'enregistrement de l'identité de chaque agriculteur prévu à l'article 18, paragraphe 1<sup>er</sup>, point *f*), du Règlement (CE) n° 1782/2003 et compris dans le système intégré de gestion et de contrôle;

— dans tous les cas, le montant total des aides versées au cours de l'année en question, tous les régimes d'aides confondus, calculé et adapté conformément à l'annexe VII du Règlement (CE) n° 1782/2003, doit être inférieur ou égal à 80 % de la moyenne des montants totaux d'aides versées au cours des années qui n'ont pas été affectées par le décès, également calculés et adaptés conformément à l'annexe VII dudit Règlement. Ce calcul s'entend après globalisation des données relatives à l'agriculteur initial et à l'agriculteur demandeur.

§ 3. En cas d'incapacité professionnelle de l'agriculteur, seule l'incapacité de l'agriculteur, du gérant de la société ou d'un membre du groupement de personnes physiques concerné, survenue en 1999 ou au cours de la période de référence, est prise en considération, à l'exclusion de toute autre personne et de toute autre période.

En cas d'incapacité professionnelle, l'année de la période de référence ainsi que le ou les régimes d'aides qui ne seront pas pris en considération seront choisis par l'agriculteur. Cette année pourra être soit l'année de l'incapacité professionnelle soit l'année qui suit.

La demande de révision du calcul sur base de l'incapacité invoquée ne peut être introduite que par l'agriculteur qui a été en incapacité professionnelle en 1999 ou pendant la période de référence, qu'il agisse en tant que personne physique seule, que gérant de la société considérée ou que membre du groupement de personnes physiques concerné.

L'agriculteur concerné doit introduire sa demande de révision pour le motif de l'incapacité professionnelle par le biais du formulaire standardisé visé à l'article 1<sup>er</sup> en y indiquant la raison de sa demande, le ou les régimes d'aides ainsi qu'éventuellement l'année de la période de référence qui ne doivent pas être pris en considération. L'agriculteur doit joindre à sa demande le document suivant :

- soit une copie de l'attestation d'incapacité de travail reconnue par une mutualité;
- soit une attestation d'un médecin spécialiste, à l'exclusion de celle d'un médecin généraliste, ou une copie des factures d'hospitalisation mettant clairement en évidence l'incapacité professionnelle de longue durée.

En cas de demande de révision pour le motif de l'incapacité professionnelle, les conditions suivantes doivent notamment être satisfaites :

- l'incapacité a affecté significativement les paiements des aides durant la période de référence;
- le montant total des aides versées au cours de l'année de l'incapacité ou au cours de l'année suivante, calculé et adapté conformément à l'annexe VII du Règlement (CE) n° 1782/2003, doit être inférieur à 50 % par rapport à la moyenne des montants totaux d'aides versées au cours des années qui n'ont pas été affectées par l'incapacité professionnelle, également calculés et adaptés conformément à l'annexe VII dudit règlement;
- en outre, si l'agriculteur ne dispose pas d'une copie de l'attestation d'incapacité de travail reconnue par un organisme agréé, il faut que la superficie totale déclarée au cours de l'année de l'incapacité ou au cours de l'année suivante soit inférieure à 50 % par rapport à la superficie totale moyenne déclarée lors des autres années ou que le nombre d'animaux déclarés pour les aides au cours de l'année de l'incapacité ou au cours de l'année suivante soit inférieur à 50 % par rapport à la moyenne du nombre d'animaux déclarés au cours des années prises en compte.

§ 4. En cas de catastrophe naturelle, seul un événement climatique exceptionnel survenu en 1999 ou au cours de la période de référence ayant eu un effet négatif important sur l'obtention des aides cultures arables durant la période de référence est reconnu en tant que catastrophe naturelle.

Dans ce cas, l'année de la période de référence pour laquelle les aides cultures arables ne devront pas être prises en considération, sera choisie par l'agriculteur. Cette année pourra être soit l'année de la catastrophe naturelle soit l'année qui suit.

L'agriculteur concerné doit introduire sa demande de révision par le biais du formulaire standardisé visé à l'article 1<sup>er</sup> en y indiquant la raison de sa demande et, éventuellement, l'année de la période de référence qui ne doit pas être prise en considération. L'agriculteur doit joindre à sa demande une attestation de dégâts aux cultures (1<sup>re</sup> visite) si elle existe ou, à défaut, tout autre document probant accepté par l'administration, entre autres la référence à un arrêté royal qui considérerait comme calamité agricole un événement climatique exceptionnel survenu au niveau de l'étendue géographique concernée par l'exploitation considérée.

En cas de demande de révision pour le motif de catastrophe naturelle, les conditions suivantes doivent notamment être satisfaites :

- l'événement climatique exceptionnel doit être survenu en 1999 ou au cours de la période de référence;
- le montant des aides cultures arables versées au cours de l'année de la catastrophe ou au cours de l'année suivante, calculé et adapté conformément à l'annexe VII du Règlement (CE) n° 1782/2003, doit être inférieur à 50 % par rapport à la moyenne des montants des mêmes aides versées au cours des années qui n'ont pas été affectées par la catastrophe naturelle, également calculés et adaptés conformément à l'annexe VII dudit règlement;
- la superficie totale déclarée, inclus les prairies, dans la déclaration de superficie de l'année de la catastrophe ou au cours de l'année suivante ne peut être inférieure à 80 % par rapport à la moyenne des superficies déclarées au cours des années prises en compte.

§ 5. En cas de destruction accidentelle d'un bâtiment d'élevage de l'exploitation, seul est reconnu comme telle tout événement survenu en 1999 ou au cours de la période de référence ayant entraîné la destruction d'un bâtiment d'hébergement des animaux de l'exploitation considérée et ayant eu un effet négatif important sur l'obtention des aides bovines et/ou ovines durant la période de référence.

Dans ce cas, l'année de la période de référence pour laquelle les aides bovines et/ou ovines ne seront pas pris en considération, sera choisie par l'agriculteur. Cette année pourra être soit l'année de la destruction accidentelle du bâtiment soit l'année qui suit.

L'agriculteur concerné doit introduire sa demande de révision par le biais du formulaire standardisé visé à l'article 1<sup>er</sup> en y indiquant la raison de sa demande et, éventuellement, l'année de la période de référence pour laquelle les aides bovines et/ou ovines ne doivent pas être prises en considération. L'agriculteur doit joindre à sa demande une attestation d'assurance ou du service incendie prouvant cette destruction.

En cas de demande de révision pour le motif de destruction accidentelle d'un bâtiment d'élevage de l'exploitation, la condition suivante doit être satisfaite :

- le montant des aides bovines et/ou ovines versées au cours de l'année de la destruction accidentelle du bâtiment ou au cours de l'année suivante, calculé et adapté conformément à l'annexe VII du Règlement (CE) n° 1782/2003, doit être inférieur à 50 % par rapport à la moyenne des montants des mêmes aides versées au cours des années qui n'ont pas été affectées par la destruction accidentelle, également calculés et adaptés conformément à l'annexe VII dudit règlement.

§ 6. En cas d'épizootie, seuls sont retenus les cas survenus en 1999 ou au cours de la période de référence, reconnus par l'autorité compétente en la matière, et qui ont entraîné une incidence négative significative sur l'obtention des aides bovines et/ou ovines.

Dans ce cas, l'année de la période de référence pour laquelle les aides bovines et/ou ovines ne seront pas pris en considération, sera choisie par l'agriculteur. Cette année pourra être soit l'année de l'épizootie, soit l'année qui suit.

L'agriculteur concerné doit introduire sa demande de révision par le biais du formulaire standardisé visé à l'article 1<sup>er</sup> en y indiquant la raison de sa demande et, éventuellement, l'année de la période de référence pour laquelle les aides bovines et/ou ovines ne doivent pas être prises en considération. L'agriculteur doit joindre à sa demande une copie de l'ordre d'abattage.

En cas de demande de révision pour le motif d'épizootie, les conditions suivantes doivent notamment être satisfaites :

- un ordre d'abattage total ou partiel doit avoir été donné;
- l'ordre d'abattage doit avoir eu lieu en 1999 ou pendant la période de référence;
- en cas d'abattage partiel, à l'exclusion des cas d'abattages totaux, le montant des aides bovines et/ou ovines au cours de l'année de l'abattage ou de l'année suivante, calculé et adapté conformément à l'annexe VII du Règlement (CE) n° 1782/2003, doit être inférieur à 50 % par rapport à la moyenne des montants des mêmes aides versées au cours des années qui n'ont pas été affectées par l'épizootie, également calculés et adaptés conformément à l'annexe VII dudit règlement.

§ 7. La demande de révision des droits provisoires peut éventuellement être fondée sur plusieurs cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles survenus durant différentes années visées au premier paragraphe.

En cas de demande de révision pour le motif de force majeure ou de circonstances exceptionnelles, le calcul de la révision se fait selon les dispositions prévues aux articles 40 et 42, paragraphe 4, du Règlement (CE) n° 1782/2003 et de l'article 18 du Règlement (CE) n° 795/2004, sans préjudice de l'application de l'article 13, paragraphe 4, de ce même Règlement (CE) n° 795/2004.

**Art. 6.** Lorsque la demande de révision des droits provisoires est fondée sur un héritage, un héritage anticipé ou sur une succession par voie de cession de bail et que le calcul n'en a pas tenu compte, sont reconnus les cas de reprises, totales ou partielles, d'exploitation entre parents ou alliés tant au premier, deuxième, troisième degré qu'entre conjoints, survenu au cours de la période de référence ou de la période transitoire telles que visées par l'article 1<sup>er</sup>, points 10<sup>o</sup> et 11<sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 précité. En outre, peuvent également être prises en considération, moyennant les preuves adéquates mentionnées au deuxième alinéa, les autres reprises, totales ou partielles, d'exploitation par héritage ou par donation.

Par reprise d'exploitation totale, on entend les cas où tous les numéros d'unité de production de l'agriculteur cédant sont repris par un seul agriculteur preneur à une date donnée.

L'agriculteur cessionnaire concerné doit introduire sa demande de révision par le biais du formulaire standardisé visé à l'article 1<sup>er</sup> en y indiquant la raison de sa demande et l'identification de l'agriculteur cédant dont provient l'exploitation ou la partie d'exploitation. L'agriculteur doit joindre à sa demande le ou les documents suivants :

- en cas de reprise entre parents ou alliés au premier, deuxième ou troisième degré ou entre conjoints, une attestation de parenté ou d'alliance et le formulaire "convention de reprise totale ou partielle" dûment complété et signé par les deux parties (cédant et cessionnaire). Dans le cas de groupements ou de personne morale, la condition est satisfaite si l'un des membres du groupement ou si le ou l'un des gérants remplit cette condition;
- dans les autres cas, soit une attestation de notoriété, soit la copie de l'acte de succession, soit la copie de la déclaration de succession, soit une attestation du notaire, soit encore une copie de l'acte de donation, prouvant la reprise;
- dans tous les cas de reprise partielle, la convention de partage, incluse dans le formulaire "convention de reprise totale ou partielle", qui autorise expressément l'administration à calculer les droits à octroyer à ou aux agriculteurs cessionnaires, en prenant en compte tout ou partie des données de référence du cédant.

En cas de demande de révision pour le motif d'héritage, d'héritage anticipé ou de succession par voie de cession de bail, les conditions suivantes doivent notamment être satisfaites :

- dans l'éventuel formulaire "convention de reprise totale ou partielle" visé au deuxième alinéa, l'agriculteur cédant reconnaît qu'aucun droit, tant ordinaire que de mise en jachère, ne lui sera personnellement attribué relativement aux données de référence concernées par la demande de révision, sauf pour la part éventuelle conservée;
- dans l'éventuel formulaire "convention de reprise totale ou partielle" visé au deuxième alinéa, l'agriculteur cédant certifie qu'il n'a signé ou ne signera aucune autre convention avec un tiers concernant les données de référence ou leur transfert.

En cas de demande de révision pour le motif de succession par voie de cession de bail telle que visée par l'article 13, paragraphe 2, deuxième alinéa, du Règlement (CE) n° 795/2004, mais pour des cas non prévus aux précédents alinéas, la demande peut être retenue moyennant les preuves adéquates demandées spécifiquement par l'administration et pour autant que les conditions générales de succession par voie de cession de bail soient satisfaites.

En cas de demande de révision pour le motif d'héritage, d'héritage anticipé ou de succession par voie de cession de bail, le calcul de la révision se fait selon la procédure prévue à l'article 13 du Règlement (CE) n° 795/2004.

**Art. 7.** Lorsque la demande de révision des droits provisoires est fondée sur le changement de statut juridique ou de dénomination et que le calcul n'en a pas tenu compte, seuls sont retenus les cas survenus au cours de la période de référence ou de la période transitoire, résultant du passage d'une personne physique en personne morale ou inversement ou résultant du passage d'une personne physique dans un groupement de personnes physiques ou inversement.

L'agriculteur concerné doit introduire sa demande de révision par le biais du formulaire standardisé visé à l'article 1<sup>er</sup> en y indiquant la raison de sa demande et d'une part l'identification relative à l'agriculteur qui gérait initialement l'exploitation et, d'autre part, celle de l'agriculteur qui en assumait ensuite la gestion.

En cas de demande de révision pour le motif de changement de statut juridique ou de dénomination, les conditions suivantes doivent notamment être satisfaites :

- dans les cas du passage d'une personne physique dans un groupement de personnes physiques ou inversement, l'agriculteur ou, le cas échéant, l'un des membres du groupement, assumant la gestion de l'exploitation après le changement doit être l'agriculteur qui exerçait le contrôle de l'exploitation initiale ou l'un des membres du groupement considéré;
- le changement considéré doit être en concordance avec un changement identique à la même date au niveau de l'identification de l'agriculteur dans le système unique d'enregistrement de l'identité de chaque agriculteur prévu à l'article 18, paragraphe 1<sup>er</sup>, point f), du Règlement (CE) n° 1782/2003 et compris dans le système intégré de gestion et de contrôle;

— en cas de personne morale, l'agriculteur doit mettre à la disposition de l'administration et à sa demande une copie des statuts de la société ou toute information jugée nécessaire.

En cas de demande de révision pour le motif de changement de statut juridique ou de dénomination, le calcul de la révision se fait selon la procédure prévue à l'article 33, paragraphe 2, du Règlement (CE) n° 1782/2003 et à l'article 14 du Règlement (CE) n° 795/2004.



**Art. 8.** Lorsque la demande de révision des droits provisoires est fondée sur la fusion d'exploitations, seuls sont retenus les deux cas suivants survenus au cours de la période de référence ou de la période transitoire :

— l'exploitation d'un premier agriculteur fusionne avec l'exploitation d'un second agriculteur pour devenir une nouvelle exploitation gérée par un nouvel agriculteur correspondant au groupement du premier et du second agriculteur initial ou correspondant à une personne morale dont les gérants sont les deux agriculteurs initiaux ou encore correspondant à un groupement constitué d'un des deux agriculteurs initiaux et d'une ou de plusieurs autres personnes;

— l'exploitation d'un premier agriculteur fusionne avec l'exploitation d'un second agriculteur pour devenir une nouvelle exploitation gérée par un agriculteur qui est soit le premier, soit le second agriculteur initial, soit une personne morale dont le gérant unique est soit le premier, soit le second agriculteur initial. L'agriculteur qui n'a pas repris, ne peut garder ni parcelles ni animaux provenant de l'exploitation initiale.

L'agriculteur gérant l'exploitation issue de la fusion doit introduire la demande de révision par le biais du formulaire standardisé visé à l'article 1<sup>er</sup> en y indiquant la raison de sa demande et en joignant à celle-ci un formulaire de "convention en cas de fusion avec reprise", disponible auprès de l'administration, dûment complété et signé par les deux parties.

En cas de demande de révision pour le motif de fusion d'exploitations, les conditions suivantes doivent notamment être satisfaites :

— la fusion considérée doit être en concordance avec les changements à la même date au niveau de l'identification des agriculteurs dans le système unique d'enregistrement de l'identité de chaque agriculteur prévu à l'article 18, paragraphe 1<sup>er</sup>, point f), du Règlement (CE) n° 1782/2003 et compris dans le système intégré de gestion et de contrôle;

— en cas de personne morale, l'agriculteur doit mettre à la disposition de l'administration et à sa demande une copie des statuts de la société ou toute information jugée nécessaire;

— les superficies concernées par la fusion faisaient l'objet, au moins durant l'année précédant ladite fusion, des déclarations de superficie des deux agriculteurs initiaux cédants;

— les superficies concernées visées par la "convention en cas de fusion avec reprise" ne font l'objet d'aucune autre reprise par un ou d'autres agriculteurs que celui gérant l'exploitation issue de la fusion et visé par la demande de révision;

— au moyen du formulaire "convention en cas de fusion avec reprise", les agriculteurs initiaux cédants doivent reconnaître qu'aucun droit, tant ordinaire que de mise en jachère, ne leur sera personnellement attribué, sauf, le cas échéant, pour la part acquise par l'agriculteur gérant l'exploitation issue de la fusion et visé par la demande de révision;

— les agriculteurs initiaux cédants ne peuvent conclure aucune autre convention concernant les droits considérés ou leur transfert avec un autre agriculteur que celui gérant l'exploitation issue de la fusion et visé par la demande de révision.

Le cas échéant, la demande de fusion d'exploitations introduite par l'agriculteur est assimilée à un des autres cas visés par le chapitre 3, section 2, du Règlement (CE) n° 795/2004. Si nécessaire, d'éventuelles preuves complémentaires sont demandées aux agriculteurs.

En cas de demande de révision pour le motif de fusion d'exploitations, le calcul de la révision se fait selon la procédure prévue à l'article 33, paragraphe 3, 1<sup>er</sup> alinéa, du Règlement (CE) n° 1782/2003 et à l'article 15 du Règlement (CE) n° 795/2004, ou, le cas échéant, par un autre article du chapitre 3, section 2, de ce dernier règlement.

**Art. 9.** Lorsque la demande de révision des droits provisoires est fondée sur la scission d'exploitation, seuls sont retenus les deux cas suivants survenus au cours de la période de référence ou de la période transitoire :

— la scission d'une exploitation en au moins deux nouvelles exploitations gérées de façon autonome par deux nouveaux agriculteurs distincts dont au moins un doit être une des personnes physiques gérant initialement l'exploitation;

— la scission d'une exploitation en deux nouvelles exploitations dont l'une est gérée par un nouvel agriculteur distinct et l'autre continuant à être gérée par l'agriculteur initial.

Les agriculteurs gérant les nouvelles exploitations issues de la scission doivent introduire une demande de révision par le biais du formulaire standardisé visé à l'article 1<sup>er</sup> en y indiquant la raison de leur demande et en joignant à celle-ci un formulaire de "convention en cas de scission", disponible auprès de l'administration, dûment complété et signé par toutes les parties. Cette convention doit préciser la répartition des données de références.

En cas de demande de révision pour le motif de scission d'exploitation, les conditions suivantes doivent notamment être satisfaites :

— la scission considérée doit être en concordance avec les changements à la même date au niveau de l'identification des agriculteurs dans le système unique d'enregistrement de l'identité de chaque agriculteur prévu à l'article 18, paragraphe 1<sup>er</sup>, point f), du Règlement (CE) n° 1782/2003 et compris dans le système intégré de gestion et de contrôle;

— les deux agriculteurs gérant les nouvelles exploitations issues de la scission doivent avoir introduit leurs demandes de révision dans les conditions et délais requis;

— les déclarations de superficie introduites par les agriculteurs avant et après la scission, ainsi que les inventaires des animaux, doivent correspondre à la convention de scission;

— les superficies concernées par la scission faisaient l'objet, au moins durant l'année précédant ladite scission, des déclarations de superficie de l'agriculteur initial cédant;

— les superficies concernées visées par la "convention en cas de scission" ne font l'objet d'aucune autre reprise par un ou d'autres agriculteurs que ceux gérant les exploitations issues de la scission;

— au moyen du formulaire "convention en cas de scission", l'agriculteur initial cédant doit reconnaître qu'aucun droit, tant ordinaire que de mise en jachère, ne lui sera personnellement attribué, sauf, le cas échéant, pour la part acquise par l'agriculteur gérant l'une des exploitations issues de la scission;

— l'agriculteur initial cédant ne peut conclure aucune autre convention concernant les droits considérés ou leur transfert avec d'autres agriculteurs que ceux gérant les exploitations issues de la scission.

Le cas échéant, la demande de scission d'exploitation introduite par l'agriculteur est assimilée à un des autres cas visés par le chapitre 3, section 2, du Règlement (CE) n° 795/2004. Si nécessaire, d'éventuelles preuves complémentaires sont demandées aux agriculteurs.

En cas de demande de révision pour le motif de scission d'exploitation, le calcul de la révision se fait selon la procédure prévue à l'article 33, paragraphe 3, 2<sup>e</sup> alinéa, du Règlement (CE) n° 1782/2003 et à l'article 15 du Règlement (CE) n° 795/2004, ou, le cas échéant, par un autre article du chapitre 3, section 2, de ce dernier règlement.

**Art. 10.** Lorsque la demande de révision des droits provisoires est fondée sur le motif d'une affectation grave de la production suite à l'existence d'engagements agro-environnementaux, seuls peuvent être reconnues par l'administration comme circonstances exceptionnelles les situations des agriculteurs dont la production a été gravement affectée au cours de la période de référence par le fait qu'ils ont été soumis, au cours de cette même période, à des engagements agro-environnementaux conclus avant ou pendant la période de référence au titre soit du Règlement (CEE) n° 2078/92 du Conseil du 30 juin 1992 concernant des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement ainsi que l'entretien de l'espace naturel, soit des articles 22 à 24 du Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements.

L'agriculteur concerné peut introduire une demande de révision pour le motif visé au premier alinéa, exclusivement sur un formulaire spécifique mis à sa disposition par l'administration. Il doit y indiquer, outre la raison de sa demande, les éléments de preuves qui étayaient sa demande et joindre à celle-ci une copie de son engagement dans la mesure agri-environnementale mise en cause.

En cas de demande de révision pour le motif d'affectation grave de la production suite à l'existence d'engagements agro-environnementaux, les conditions suivantes doivent notamment être satisfaites :

— l'agriculteur demandeur doit avoir implanté pendant toute ou partie de la période de référence, des tournières enherbées dans le cadre des mesures agri-environnementales (MAE);

— les parcelles concernées par cette mesure doivent avoir été déclarées dans la "déclaration de superficie" de l'agriculteur demandeur avec un code de destination autre que le code P. Elles ne peuvent pas avoir été déclarées pour l'obtention d'aides relatives au secteur animal;

— l'aide annuelle pour les cultures arables qui aurait pu être octroyée sur les superficies en tournière enherbée doit au moins représenter 30 % du montant des aides versées pour les cultures arables relatif à l'année considérée.

En cas de demande de révision pour le motif d'affectation grave de la production suite à l'existence d'engagements agro-environnementaux, le calcul de la révision se fait selon la procédure prévue à l'article 40, paragraphe 5, du Règlement (CE) n° 1782/2003 et à l'article 16 du Règlement (CE) n° 795/2004.

**Art. 11.** Lorsque la demande de révision des droits provisoires est fondée sur une clause contractuelle privée en cas de transfert de terres, sont reconnus les cas de vente de terres ou de cession de bail de terres, au cours de la période de référence ou de la période transitoire.

L'agriculteur cessionnaire concerné doit introduire sa demande de révision par le biais du formulaire standardisé visé à l'article 1<sup>er</sup> en y indiquant la raison de sa demande. Il doit demander que l'établissement des droits initialement prévus au nom de l'agriculteur qui lui a vendu des terres ou cédé à bail des terres, le soit en son nom. L'agriculteur doit joindre à sa demande le ou les documents suivants :

— le formulaire "clause contractuelle privée en cas de transfert de terres", mis à sa disposition par l'administration, dûment complété et signé par les deux parties (cédant et cessionnaire);

— une liste des parcelles transférées et les orthophotoplans correspondants, reprenant précisément la localisation des parcelles considérées.

En cas de demande de révision pour le motif de clause contractuelle privée en cas de transfert de terres, les conditions suivantes doivent notamment être satisfaites :

— les superficies concernées par la clause contractuelle privée faisaient l'objet de la déclaration de superficie de l'agriculteur cédant au moins lors de deux années sur les trois années précédant le transfert;

— les superficies concernées par la clause contractuelle privée ne font l'objet d'aucune autre reprise par un ou d'autres agriculteurs que ceux faisant l'objet de la demande de révision;

— au moyen du formulaire "clause contractuelle privée en cas de transfert de terres", l'agriculteur cédant doit reconnaître qu'aucun droit, tant ordinaire que de mise en jachère, ne lui sera personnellement attribué, relativement à la superficie et aux droits concernés par la clause contractuelle privée;

— au moyen du formulaire "clause contractuelle privée en cas de transfert de terres", l'agriculteur cédant doit s'engager à introduire une demande d'établissement des droits au paiement unique (participation au régime de paiement unique) accompagnée de la copie du formulaire "clause contractuelle privée en cas de transfert de terres" dûment complété et signé;

— l'agriculteur cédant ne peut conclure aucune autre convention concernant les droits considérés ou leur transfert avec d'autres agriculteurs que celui faisant l'objet de la demande de révision.

Le cas échéant, la demande de clause contractuelle privée en cas de transfert de terres est assimilée à un des autres cas visés par le chapitre 3, section 2, du Règlement (CE) n° 795/2004. Si nécessaire, d'éventuelles preuves complémentaires sont demandées aux agriculteurs.

En cas de demande de révision pour le motif de clause contractuelle privée en cas de transfert de terres, le calcul de la révision se fait selon la procédure prévue à l'article 46 du Règlement (CE) n° 1782/2003 et à l'article 17 du Règlement (CE) n° 795/2004 ou, le cas échéant, par un autre article du chapitre 3, section 2, de ce dernier règlement.

**Art. 12.** Sous peine de forclusion ou de nullité, tout recours contre une décision prise en application du présent arrêté doit être introduit par lettre recommandée, auprès de l'administration, dans le mois qui suit la communication de la décision.

**Art. 13.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Namur, le 7 juillet 2006.

B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 4095

[2006/203316]

**7. JULI 2006 — Ministerialerlass über die Anträge auf Revision der Rechte auf die Betriebsprämie, die den Landwirten in Ausführung der Betriebsprämienregelung im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik provisorisch mitgeteilt worden sind**

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 12. August 2003;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, § 1, 1<sup>o</sup>, abgeändert durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 319/2006 der Kommission vom 20. Februar 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2183/2005 der Kommission vom 22. Dezember 2005;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 489/2006 der Kommission vom 24. März 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund der belgischen Mitteilung vom 29. Juli 2004 bezüglich der Artikel 58, § 1, 64, § 1 und 70 § 1, Punkt a), 2. Strich der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

Aufgrund der am 24. Mai 2006 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Verpflichtung, den in der Präambel aufgeführten Verordnungen des Rats und der Kommission unverzüglich nachzukommen;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass für die provisorische Mitteilung der Rechte auf die Betriebsprämie die Bedingungen für die Gewährung der Revision der den Landwirten provisorisch mitgeteilten Rechte auf die Betriebsprämie festzulegen sind;

In der Erwägung, dass die Landwirte, die in den Genuss dieser Revision der vorläufigen Rechte gelangen möchten, ihren ursprünglichen Antrag vor dem 31. März 2005 stellen müssen;

In der Erwägung, dass einer der wichtigsten Grundsätze, der die Reform der gemeinsamen Agrarpolitik (GAP) 2003 geleitet hat, ist, dass die Rechte auf die Betriebsprämien, die den Landwirten, die Ländereien im Laufe eines Referenzzeitraums bewirtschaften, gewährt sind, ungeachtet und außerhalb aller Erwägungen im Verhältnis zu dem Eigentumsrecht, das diese Landwirte auf die Ländereien haben, die sie im Laufe dieses Referenzzeitraums bewirtschaften, berechnet werden; die Eigenschaft als Eigentümer oder Pächter wird also nicht für die Gewährung der Rechte auf die Betriebsprämien in Betracht genommen;

In der Erwägung, dass zur Bestimmung der Referenzbeträge für jene Landwirte, die sich in einer besonderen Lage nach Artikel 42, Absatz 4 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 befinden, objektive Kriterien für den Zugang zu der nationalen Reserve festzulegen sind, die Gleichbehandlung unter den Landwirten zu gewährleisten ist und Markt- und Wettbewerbsverzerrungen zu vermeiden sind;

In der Erwägung, dass die Verwaltung, um die Bedingungen zur Gewährung der Revisionen bei verschiedenen Situationen der Übertragung von Betrieben wirkungsvoll zu kontrollieren, ggf. die Wirklichkeit dieser Übertragung überprüfen muss;

In der Erwägung, dass im Sinne einer Vereinfachung die Daten, die der Verwaltung bereits zur Verfügung stehen, zu verwenden sind;

In der Erwägung, dass, im Rahmen der Anträge auf Revision der Beweis des Bestehens eines Pachtvertrags mit allen Rechtsmitteln, einschließlich durch Zeugen und Vermutungen, erbracht werden kann und dass infolgedessen die Nutzung der Ländereien, wie sie durch die überlassenden Landwirte in ihrer Flächenerklärung mindestens zwei Jahre von den drei Jahren vor der Übertragung der gesamten Ländereien des Betriebs oder eines Teils davon erklärt worden ist, eine Vermutung der vorherigen Nutzung dieser Ländereien durch den betroffenen überlassenden Landwirt darstellt;

In der Erwägung einerseits, dass die Flächenerklärungen zur Verfügung der Verwaltung stehen und andererseits, dass, wenn Ländereien übertragen worden sind, die Betroffenen erklären, dass die betreffenden Parzellen Gegenstand einer Flächenerklärung des überlassenden Landwirts mindestens zwei Jahre von den drei Jahren vor dieser Übertragung geworden sind, und dass diese Bedingung durch die Verwaltung auf diese Art und Weise überprüft werden kann;

In der Erwägung, dass Sanktionen vorgesehen sind im Falle der unsachgemäßen Anwendung der neuen Regelung für die Zahlung der Betriebsprämie und der Nichteinhaltung der durch die Europäischen Bestimmungen auferlegten Fristen für die Einführung dieser neuen Regelungen,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der Landwirt, der gemäß Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik eine Revision seiner vorläufigen Rechte erreichen möchte, muss anhand des bei der Verwaltung zu beziehenden "Musterformulars für den Antrag auf Revision der vorläufigen Rechte" einen Revisionsantrag stellen. Dieser Antrag muss durch wenigstens eines der in Paragraph 2 des genannten Artikels angeführten Elemente begründet werden.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als "Nummer der Produktionseinheit" die einzige Nummer, die die Verwaltung verwendet, um alle territorial gebundenen Produktionsmitteln, die der Landwirt in seinen Betrieb einbringt, zu identifizieren. Ein Landwirt, der der Betriebsprämienregelung unterliegt, verfügt über wenigstens eine Nummer der Produktionseinheit.

**Art. 3** - Liegt dem Antrag auf Revision der provisorischen Rechte entweder ein Fehler bei der Berechnung der Referenzbeträge und/oder der Anzahl Hektar, die für die provisorische Bestimmung der Rechte herangezogen wurden, zugrunde, oder eine Diskordanz zwischen den Angaben des Berechnungsblatts und den verschiedenen Abrechnungen, die im Laufe der drei Referenzjahre für die Beihilferegulungen, die die Betriebsprämie bilden, so muss der Landwirt einen Antrag auf Revision der Berechnung anhand des in Artikel 1 angeführten Musterformulars einreichen, wobei er den Grund seines Antrags anzugeben hat und ein Begleitschreiben beizufügen hat, in dem er die Beweggründe seiner Beanstandung erläutert.

**Art. 4** - Wird der Antrag auf Revision der provisorischen Rechte dadurch begründet, dass der Landwirt seine landwirtschaftliche Tätigkeit während des Referenzzeitraums begonnen hat und dass dies bei der Berechnung nicht berücksichtigt worden ist, so kann dieser Landwirt eine Ausnahme von den allgemeinen Berechnungsregeln beantragen. Er muss seinen Antrag anhand des in Artikel 1 angeführten Musterformulars einreichen, indem er den Grund seines Antrags und das Datum des Beginns seiner landwirtschaftlichen Tätigkeit angibt.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen des Beginns einer landwirtschaftlichen Tätigkeit, müssen insbesondere folgende Bedingungen erfüllt sein:

— der Landwirt, der eine landwirtschaftliche Tätigkeit begonnen hat, muss der in Artikel 2, Punkt *k*) der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, angeführten Definition entsprechen;

— handelt es sich um eine Vereinigung oder um juristische Personen, so müssen alle Mitglieder der Vereinigung oder alle Geschäftsführer diese Bedingung erfüllen;

— der Beginn der Tätigkeit des betreffenden Landwirts muss an dem selben Datum übereinstimmen mit den Änderungen der Angaben auf Ebene der Identifizierung der Landwirte in dem einheitlichen System zur Erfassung jedes Betriebsinhabers, das in Artikel 18, Absatz 1, Punkt *f*) der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 angeführt wird und Teil des Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems ist;

— am Datum des Beginns seiner landwirtschaftlichen Tätigkeit darf der neue Landwirt weder die Referenzangaben noch die Rechte eines anderen Landwirts erhalten;

— der Landwirt muss der Verwaltung erlauben, beim Föderalen Dienst Finanzen Informationen über das Bestehen einer ggf. vor dem für den Beginn der landwirtschaftlichen Tätigkeit angegebenen Datum existierenden landwirtschaftlichen Tätigkeit einzuholen.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen des Beginns einer landwirtschaftlichen Tätigkeit, wird die Berechnung der Revision nach dem in Artikel 37, Absatz 2 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 angeführten Verfahren und unbeschadet der Anwendung von Artikel 13, Absatz 4 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 durchgeführt.

**Art. 5 - § 1** - Wird der Antrag auf Revision der provisorischen Rechte durch einen Fall höherer Gewalt oder außergewöhnliche Bedingungen begründet, die sich 1999 oder während des Referenzzeitraums ereignet haben, so werden lediglich die in Artikel 3, letzter Absatz, Punkt 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 angeführten Fälle höherer Gewalt oder außergewöhnlichen Bedingungen anerkannt.

**§ 2** - Im Todesfall kann nur der Tod des Landwirts als alleinige natürliche Person oder als alleiniger Geschäftsführer einer juristischen Person oder der Tod eines Mitglieds der betreffenden Vereinigung von natürlichen Personen, der sich 1999 oder während des Referenzzeitraums ereignet hat, berücksichtigt werden. Der Tod einer anderen Person oder der Todesfall während eines anderen Zeitraums wird nicht berücksichtigt.

In Abweichung von Absatz 1 kann der Tod des mithelfenden Ehepartners ebenfalls berücksichtigt werden, unter der Bedingung, dass dieser Ehepartner zum Zeitpunkt seines Ablebens mithelfender Ehepartner war oder dass diese Eigenschaft vorausgesetzt werden kann gemäß Artikel 7*bis* des Königlichen Erlasses zur Einführung des Sozialstatuts der Selbständigen und unter der Bedingung, dass es sich bei dem Landwirt, von dem der Antrag ursprünglich ausgeht, entweder um eine alleinige natürliche Person oder eine Vereinigung von Eheleuten handelt. Im Rahmen einer Ausnahmeregelung könnte der Ehepartner, dessen Eigenschaft als mithelfender Ehepartner des alleinigen Geschäftsführers einer juristischen Person vorausgesetzt werden kann, berücksichtigt werden, unter der Bedingung, dass der Geschäftsführer der Ehepartner der verstorbenen Person ist, und dass die juristische Person die Bedingungen für den Zugang zu den Investitionsbeihilfen in den landwirtschaftlichen Betrieben erfüllt, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft vorgesehen werden.

Im Todesfall wird das Jahr des Referenzzeitraums, das nicht berücksichtigt wird, durch den durch Erbschaft überlassenden Landwirt gewählt. Dieses Jahr ist entweder das Jahr des Todes oder das darauffolgende Jahr.

Der Antrag auf Revision der Berechnung auf der Grundlage des als Grund angeführten Todesfalls kann nur durch einen der nachfolgenden Landwirte eingereicht werden:

— falls der Tod den Landwirt selbst betrifft, durch den Landwirt der den Betrieb übernommen und geerbt hat;

— falls der Tod den Geschäftsführer der Gesellschaft betrifft, der der Landwirt war, durch den neuen Geschäftsführer, der den Betrieb weiter führt;

— falls der Tod eines der Mitglieder der Vereinigung natürlicher Personen betrifft, das der Landwirt war, durch die andere natürliche Person oder Personen dieser Vereinigung.



Der betreffende Landwirt muss seinen Antrag auf Revision anhand des in Artikel 1 angeführten Musterformulars einreichen, indem er den Grund seines Antrags, die Identität der verstorbenen Personen und ggf. das Jahr, das nicht berücksichtigt werden muss, angibt. Der Landwirt muss seinem Antrag eine Sterbeurkunde beifügen und falls der Tod den mithelfenden Ehepartner betrifft, eine Bescheinigung der Sozialversicherungskasse, durch die belegt wird, dass der Ehepartner mithelfender Ehepartner war.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen eines Todesfalls müssen insbesondere folgende Bedingungen erfüllt sein:

- Wenn der Tod den Landwirt selbst betrifft oder eines der Mitglieder der betreffenden Vereinigung natürlicher Personen, so muss dieses Ereignis übereinstimmen mit der entsprechenden Änderung am selben Datum der Angaben auf Ebene der Identifizierung der Landwirte in dem einheitlichen System zur Erfassung jedes Betriebsinhabers, das in Artikel 18, Absatz 1, Punkt f) der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 angeführt wird und Teil des Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems ist;

- In allen Fällen muss der Gesamtbetrag der im Laufe des betreffenden Jahres im Rahmen der gesamten Beihilferegelungen gezahlten Beihilfen, die nach Anhang VII der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 berechnet und angepasst werden, nicht über 80% des Durchschnitts der gesamten Beträge aller Beihilfen, die in den Jahren gezahlt worden sind, in denen der Tod sich nicht ereignet hat, und die ebenfalls nach Anhang VII der genannten Verordnung berechnet und angepasst werden, liegen. Diese Berechnung erfolgt nach Globalisierung der Angaben bezüglich des ursprünglichen Landwirts und des antragstellenden Landwirts.

§ 3 - Im Falle der Berufsunfähigkeit des Landwirts kann nur die Unfähigkeit des Landwirts, des Geschäftsführers oder eines Mitglieds der betreffenden Vereinigung von natürlichen Personen, die sich 1999 oder während des Referenzzeitraums ereignet hat, berücksichtigt werden. Die Unfähigkeit einer anderen Person oder während eines anderen Zeitraums wird nicht berücksichtigt.

Im Falle der Berufsunfähigkeit wählt der Landwirt das Jahr des Referenzzeitraums sowie das oder die Beihilferegelungen, die nicht berücksichtigt werden. Dieses Jahr ist entweder das Jahr der Berufsunfähigkeit oder das darauffolgende Jahr.

Der Antrag auf Revision der Berechnung auf der Grundlage der angeführten Berufsunfähigkeit kann nur durch den Landwirt eingereicht werden, dessen Berufsunfähigkeit sich 1999 oder während des Referenzzeitraums ereignet hat, ob er als alleinige natürliche Person, als Geschäftsführer der betreffenden juristischen Person oder als Mitglied der betreffenden Vereinigung von natürlichen Personen handelt.

Der betreffende Landwirt muss seinen Antrag auf Revision wegen Berufsunfähigkeit anhand des in Artikel 1 angeführten Musterformulars einreichen, indem er den Grund seines Antrags, die Beihilferegelung(en) und ggf. das Jahr des Referenzzeitraums, das nicht berücksichtigt werden muss, angibt. Der Landwirt muss seinem Antrag das folgende Dokument beifügen:

- entweder eine Kopie der Bescheinigung der von einer Krankenkasse anerkannten Berufsunfähigkeit;
- entweder eine Bescheinigung eines Facharztes (die Bescheinigung eines Allgemeinmediziners ist nicht zulässig) oder eine Kopie der Rechnungen für den Krankenhausaufenthalt, die eine länger andauernde Berufsunfähigkeit belegen.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen Berufsunfähigkeit müssen insbesondere folgende Bedingungen erfüllt sein:

- die Unfähigkeit hat sich nachhaltig auf die Zahlungen der Beihilfen während des Referenzzeitraums ausgewirkt;

- der Gesamtbetrag der im Laufe des Jahres der Berufsunfähigkeit oder im Laufe des darauffolgenden Jahres gezahlten Beihilfen, die nach Anhang VII der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 berechnet und angepasst werden, muss geringer sein als 50% des Durchschnitts der gesamten Beträge aller Beihilfen, die in den Jahren gezahlt worden sind, in denen sich die Berufsunfähigkeit nicht ereignet hat, und die ebenfalls nach Anhang VII der genannten Verordnung berechnet und angepasst werden.

- falls der Landwirt nicht über eine Kopie der Bescheinigung der von einer zugelassenen Einrichtung anerkannten Berufsunfähigkeit verfügt, so muss entweder die im Laufe des Jahres der Berufsunfähigkeit oder im Laufe des darauffolgenden Jahres angegebene Gesamtfläche zudem geringer sein als 50% der gesamten durchschnittlichen Fläche, die im Laufe der anderen Jahre angegeben worden ist, oder muss die Anzahl der im Rahmen der Beihilfen im Laufe des Jahres der Berufsunfähigkeit oder im Laufe des darauffolgenden Jahres angegebenen Tiere geringer sein als 50% der durchschnittlichen Anzahl Tiere, die im Laufe der berücksichtigten Jahre angegeben worden sind.

§ 4 - Im Falle einer Naturkatastrophe wird nur ein einziges klimatisches Ereignis, das 1999 oder im Laufe des Referenzzeitraums stattgefunden hat und das umfangreiche negative Auswirkungen auf den Erhalt von Beihilfen für Ackerbaukulturen während des Referenzzeitraums hatte, als Naturkatastrophe anerkannt.

In diesem Fall wählt der Landwirt das Jahr des Referenzzeitraums, für das die Beihilfen für Ackerbaukulturen nicht zu berücksichtigen sind. Dieses Jahr ist entweder das Jahr der Naturkatastrophe oder das darauffolgende Jahr.

Der betreffende Landwirt muss seinen Antrag auf Revision anhand des in Artikel 1 angeführten Musterformulars einreichen, indem er den Grund seines Antrags sowie ggf. das Jahr des Referenzzeitraums, das nicht berücksichtigt werden muss, angibt. Der Landwirt muss seinem Antrag eine Bescheinigung über die Schäden an den Kulturen (erste Besichtigung) beifügen, falls er diese besitzt, oder in Ermangelung dieser Bescheinigung jede sonstige von der Verwaltung zugelassene Unterlage, die die Schäden belegt, wie zum Beispiel die Bezugnahme auf einen Königlichen Erlass, der ein außergewöhnliches klimatisches Ereignis, das auf der Ebene des geographischen Gebiets, in dem sich der betreffende Betrieb befindet, als landwirtschaftliche Naturkatastrophe einstuft.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer Naturkatastrophe, müssen insbesondere folgende Bedingungen erfüllt sein:

- Das außergewöhnliche klimatische Ereignis muss sich 1999 oder während des Referenzzeitraums ereignet haben;

- Der Gesamtbetrag der im Laufe des Jahres der Naturkatastrophe oder im Laufe des darauffolgenden Jahres gezahlten Beihilfen für Ackerbaukulturen, die nach Anhang VII der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 berechnet und angepasst werden, muss geringer sein als 50 % des Durchschnitts der gesamten Beträge aller Beihilfen, die in den Jahren gezahlt worden sind, in denen sich die Naturkatastrophe nicht ereignet hat, und die ebenfalls nach Anhang VII der genannten Verordnung berechnet und angepasst werden;

- die gesamte in der Flächenerklärung des Jahres der Katastrophe oder des darauffolgenden Jahres angegebene Fläche, einschließlich die Wiesen, darf nicht unter 80% des Durchschnitts der im Laufe der berücksichtigten Jahre angegebenen Flächen liegen.

§ 5 - Im Falle einer unfallbedingten Zerstörung von Aufzuchtställen des Betriebs wird nur das Ereignis berücksichtigt, dass sich 1999 oder im Laufe des Referenzzeitraums stattgefunden hat und das die Zerstörung eines Gebäudes des betreffenden Betriebs, in dem die Tiere untergebracht sind, zur Folge hatte und umfangreiche negative Auswirkungen auf den Erhalt von Beihilfen für Rinder und/oder Schafe während des Referenzzeitraums hatte, als derartiges Ereignis anerkannt.

In diesem Fall wählt der Landwirt das Jahr des Referenzzeitraums, für das die Beihilfen für Rinder und/oder Schafe nicht zu berücksichtigen sind. Dieses Jahr ist entweder das Jahr der unfallbedingten Zerstörung des Gebäudes oder das darauffolgende Jahr.

Der betreffende Landwirt muss seinen Antrag auf Revision anhand des in Artikel 1 angeführten Musterformulars einreichen, indem er den Grund seines Antrags sowie ggf. das Jahr des Referenzzeitraums, für das die Beihilfen für Rinder und/oder Schafe nicht berücksichtigt werden müssen, angibt. Der Landwirt muss seinem Antrag eine Bescheinigung der Versicherungsgesellschaft oder der Feuerwehr, durch die die Zerstörung belegt wird, beifügen.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer unfallbedingten Zerstörung von Aufzuchtställen des Betriebs, muss insbesondere die folgende Bedingung erfüllt sein:

— Der Gesamtbetrag der im Laufe des Jahres der unfallbedingten Zerstörung von Aufzuchtställen des Betriebs oder im Laufe des darauffolgenden Jahres gezahlten Beihilfen für Rinder und/oder Schafe, die nach Anhang VII der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 berechnet und angepasst werden, muss geringer sein als 50% des Durchschnitts der gesamten Beträge all dieser Beihilfen, die in den Jahren gezahlt worden sind, in denen sich die unfallbedingte Zerstörung nicht ereignet hat, und die ebenfalls nach Anhang VII der genannten Verordnung berechnet und angepasst werden.

§ 6 - Im Falle einer Tierseuche werden nur die 1999 oder im Laufe des Referenzzeitraums aufgetretenen Fälle, die von der auf diesem Gebiet zuständigen Verwaltung anerkannt worden sind und die eine bedeutende negative Auswirkung auf den Erhalt der Beihilfen für Rinder und/oder Schafe hatten, anerkannt.

In diesem Fall wählt der Landwirt das Jahr des Referenzzeitraums, für das die Beihilfen für Rinder und/oder Schafe nicht zu berücksichtigen sind. Dieses Jahr ist entweder das Jahr der Tierseuche oder das darauffolgende Jahr.

Der betreffende Landwirt muss seinen Antrag auf Revision anhand des in Artikel 1 angeführten Musterformulars einreichen, indem er den Grund seines Antrags sowie ggf. das Jahr des Referenzzeitraums, für das die Beihilfen für Rinder und/oder Schafe nicht berücksichtigt werden müssen, angibt. Der Landwirt muss seinem Antrag eine Kopie des Schlachtbefehls beifügen.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen des Auftretens einer Tierseuche, müssen insbesondere folgende Bedingungen erfüllt sein:

— ein Schlachtbefehl für einen Teil des Bestands oder für den gesamten Bestand muss erteilt worden sein;

— der Schlachtbefehl muss 1999 oder während des Referenzzeitraums erteilt worden sein;

— Im Falle der Schlachtung eines Teils des Bestands und mit Ausnahme der Schlachtung des gesamten Bestands muss der Gesamtbetrag der im Laufe des Jahres der Schlachtung oder im Laufe des darauffolgenden Jahres gezahlten Beihilfen für Rinder und/oder Schafe, die nach Anhang VII der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 berechnet und angepasst werden, geringer sein als 50% des Durchschnitts der gesamten Beträge all dieser Beihilfen, die in den Jahren gezahlt worden sind, in denen die Tierseuche nicht aufgetreten ist, und die ebenfalls nach Anhang VII der genannten Verordnung berechnet und angepasst werden.

§ 7 - Der Antrag auf Revision der provisorischen Rechte kann ggf. auf mehreren Fällen höherer Gewalt oder auf außergewöhnliche Umstände, die im Laufe von verschiedenen Jahren, die unter § 1 angeführt werden, aufgetreten sind, beruhen.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände, wird die Berechnung der Revision nach dem Verfahren durchgeführt, das in den Artikeln 40 und 42, Absatz 4 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 und in Artikel 18 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 angeführt wird und unbeschadet der Anwendung von Artikel 13, Absatz 4 dieser Verordnung (EG) Nr. 795/2004.

**Art. 6** - Wird der Antrag auf Revision der provisorischen Rechte durch eine Erbschaft, eine vorweg genommene Erbschaft oder eine Erbschaft durch Übertragung eines Pachtvertrags begründet und ist dies in der Berechnung nicht berücksichtigt worden, so werden die Übernahmen des gesamten Betriebs oder eines Teils des Betriebs zwischen verwandten oder verschwägerten Personen sowohl im ersten, zweiten, als auch im dritten Grad sowie zwischen Ehepartnern, die sich im Laufe des Referenzzeitraums oder des Übergangszeitraums gemäß Artikel 1, Punkt 10<sup>o</sup> und 11<sup>o</sup> des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 ereignet haben, anerkannt. Die sonstigen Übernahmen eines gesamten Betriebs oder eines Teils davon im Rahmen einer Erbschaft oder einer Schenkung können anhand der unter Absatz 2 angeführten angemessenen Beweise ebenfalls berücksichtigt werden.

Als vollständige Betriebsübernahme gilt der Fall, in dem alle Nummern der Produktionseinheiten des überlassenden Landwirts durch einen einzigen übernehmenden Landwirt an einem bestimmten Datum übernommen werden.

Der betreffende Landwirt muss seinen Antrag auf Revision anhand des in Artikel 1 angeführten Musterformulars einreichen, indem er den Grund seines Antrags angibt sowie die Personalien des überlassenden Landwirts, von dem der Betrieb oder der Teil des Betriebs stammt. Der Landwirt muss seinem Antrag das oder die folgenden Dokumente beifügen:

— im Falle einer Übernahme zwischen verwandten oder verschwägerten Personen im ersten, zweiten oder dritten Grad sowie zwischen Ehepartnern eine Bescheinigung über die Verwandtschaft oder die Verschwägerung sowie das ordnungsgemäß ausgefüllte und von beiden Parteien (Übernehmer und Überlasser) unterzeichnete Formular "Vereinbarung über die gesamte oder teilweise Übernahme". Im Falle einer Vereinigung oder einer juristischen Person ist die Bedingung erfüllt, wenn eines der Mitglieder der Vereinigung oder wenn der oder die Geschäftsführer diese Bedingung erfüllen;

— in allen anderen Fällen entweder eine Offenkundigkeitsurkunde oder die Kopie der Erbschaftsurkunde oder die Kopie der Erbfallanmeldung oder die notarielle Urkunde oder aber die Kopie der Schenkungsurkunde um die Übernahme zu belegen;

— in allen Fällen einer Teilübernahme die Teilungsvereinbarung, die Teil des Formulars "Vereinbarung über die gesamte oder teilweise Übernahme" ist und durch die der Verwaltung ausdrücklich erlaubt wird, bei der Berechnung der dem oder den übernehmenden Landwirt(en) zu gewährenden Rechte alle oder einen Teil der Referenzangaben des überlassenden Landwirts zu berücksichtigen.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer Erbschaft, vorweg genommener Erbschaft oder Erbschaft durch Übertragung eines Pachtvertrags müssen insbesondere folgende Bedingungen erfüllt sein:

— in dem ggf. ausgefüllten Formular "Vereinbarung über die gesamte oder teilweise Übernahme", das in Absatz 2 erwähnt wird, erkennt der überlassende Landwirt an, dass kein Recht, sei es ein normales Recht oder ein Recht auf Brache, ihm persönlich gewährt wird für die Referenzangaben, auf die sich der Antrag auf Revision bezieht, außer für den Teil, den er ggf. behält;

— in dem ggf. ausgefüllten Formular "Vereinbarung über die gesamte oder teilweise Übernahme", das in Absatz 2 erwähnt wird, bescheinigt der überlassende Landwirt, dass er keine weitere Vereinbarung über Referenzangaben oder deren Übertragung mit einem Dritten unterzeichnet hat oder unterzeichnen wird.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer Erbschaft durch Übertragung eines Pachtvertrags nach Artikel 13, Absatz 2, zweiter Gedankenstrich der Verordnung (EG) Nr. 795/2004, der jedoch Fälle betrifft, die nicht in den vorangeführten Absätzen vorgesehen werden, kann der Antrag berücksichtigt werden, falls die von der Verwaltung spezifisch angeforderten Beweise erbracht werden und insofern die allgemeinen Bedingungen für die Erbschaft durch Übertragung eines Pachtvertrags erfüllt sind.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer Erbschaft, vorweg genommener Erbschaft oder Erbschaft durch Übertragung eines Pachtvertrags, wird die Berechnung der Revision nach dem in Artikel 13 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 durchgeführt.

**Art. 7 -** Wird der Antrag auf Revision der provisorischen Rechte durch die Änderung des juristischen Statuts oder der Bezeichnung begründet und ist dies in der Berechnung nicht berücksichtigt worden, so werden die Änderungen anerkannt, die sich im Laufe des Referenzzeitraums oder des Übergangszeitraums ereignet haben und die daraus entstanden sind, dass eine natürliche Person den Wandel zu einer juristischen Person vollzogen hat oder umgekehrt, oder daraus, dass eine natürliche Person den Wandel zu einer Vereinigung von natürlichen Personen vollzogen hat oder umgekehrt.

Der betreffende Landwirt muss seinen Antrag auf Revision anhand des in Artikel 1 angeführten Musterformulars einreichen, indem er den Grund seines Antrags angibt sowie einerseits die Personalien des Landwirts, der den Betrieb ursprünglich verwaltete und andererseits die des Landwirts, der den Betrieb danach verwaltete.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer Änderung des juristischen Statuts oder der Bezeichnung müssen insbesondere folgende Bedingungen erfüllt sein:

— im Falle des Übergangs von einer natürlichen Personen zu einer Vereinigung von natürlichen Personen oder umgekehrt, muss es sich bei dem Landwirt oder ggf. bei einem der Mitglieder der Vereinigung, das die Verwaltung des Betriebs nach dem Wechsel gewährleistet, um den Landwirt, der die Kontrolle des ursprünglichen Betriebs hatte oder um eines der Mitglieder der betreffenden Vereinigung handeln;

— die betreffende Änderung muss an demselben Datum übereinstimmen mit einer entsprechenden Änderung der Angaben auf Ebene der Identifizierung der Landwirte in dem einheitlichen System zur Erfassung jedes Betriebsinhabers, das in Artikel 18, Absatz 1, Punkt f) der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 angeführt wird und Teil des Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems ist;

— handelt es sich um eine juristische Person, so muss der Landwirt der Verwaltung auf deren Anfrage hin eine Kopie der Satzungen der Gesellschaft oder alle sonstigen als erheblich erachteten Informationen zur Verfügung stellen.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer Änderung des juristischen Statuts oder der Bezeichnung, wird die Berechnung der Revision nach dem in Artikel 33, Absatz 2 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 und in Artikel 14 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 angeführten Verfahren durchgeführt.

**Art. 8 -** Wird der Antrag auf Revision der provisorischen Rechte durch die Fusion von Betrieben begründet, so werden nur die beiden nachfolgenden Fälle, die sich im Laufe des Referenzzeitraums oder des Übergangszeitraums ereignet haben, berücksichtigt:

— der Betrieb eines ersten Landwirts fusioniert mit dem Betrieb eines zweiten Landwirts und wird somit ein neuer Betrieb, der durch einen neuen Landwirt verwaltet wird, der der Vereinigung des ersten und des zweiten ursprünglichen Landwirts entspricht oder der einer juristischen Person entspricht, deren Verwalter die beiden ursprünglichen Landwirte sind oder der aber einer Vereinigung entspricht, die aus einem der beiden ursprünglichen Landwirte und einer oder mehrerer anderen Personen gebildet wird;

— der Betrieb eines ersten Landwirts fusioniert mit dem Betrieb eines zweiten Landwirts und wird somit ein neuer Betrieb, der durch einen Landwirt verwaltet wird, der entweder der erste oder der zweite ursprüngliche Landwirt ist, oder eine juristische Person, deren alleiniger Geschäftsführer entweder der erste oder der zweite ursprüngliche Landwirt ist. Der Landwirt, der den Betrieb nicht übernommen hat, darf weder Parzellen, noch Tiere, die aus dem ursprünglichen Betrieb stammen, behalten.

Der Landwirt, der den aus der Fusion hervorgegangenen Betrieb verwaltet, muss seinen Antrag auf Revision anhand des in Artikel 1 angeführten Musterformulars einreichen, indem er den Grund seines Antrags angibt sowie das ordnungsgemäß ausgefüllte und von beiden Parteien unterzeichnete Formular "Vereinbarung bei Fusion mit Übernahme", das bei der Verwaltung erhältlich ist, beifügt.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer Betriebsfusion, müssen insbesondere folgende Bedingungen erfüllt sein:

— die betreffende Fusion muss an demselben Datum übereinstimmen mit einer entsprechenden Änderung der Angaben auf Ebene der Identifizierung der Landwirte in dem einheitlichen System zur Erfassung jedes Betriebsinhabers, das in Artikel 18, Absatz 1, Punkt f) der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 angeführt wird und Teil des Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems ist;

— handelt es sich um eine juristische Person, so muss der Landwirt der Verwaltung auf deren Anfrage hin eine Kopie der Satzungen der Gesellschaft oder alle sonstigen als erheblich erachteten Informationen zur Verfügung stellen;

— die von der Fusion betroffenen Flächen waren wenigstens während des Jahres vor der genannten Fusion Gegenstand von Flächenerklärungen der beiden überlassenden ursprünglichen Landwirte;

— die betreffenden Flächen, die in der "Vereinbarung bei Fusion mit Übernahme" angeführt werden, sind Gegenstand keiner anderer Übernahme durch einen oder mehrere Landwirte als durch jenen, der den Betrieb, der aus der Fusion hervorgegangen ist, verwaltet, und auf den sich der Antrag auf Revision bezieht;

— anhand des Formulars "Vereinbarung bei Fusion mit Übernahme" müssen die überlassenden ursprünglichen Landwirte anerkennen, dass kein Recht, sei es ein normales Recht oder ein Recht auf Brache, ihnen persönlich gewährt wird, außer ggf. für den Teil, den der Landwirt, der den Betrieb, der aus der Fusion hervorgegangen ist, verwaltet, und auf den sich der Antrag auf Revision bezieht, erworben hat;

— die überlassenden ursprünglichen Landwirte dürfen keine andere Vereinbarung über die betreffenden Rechte oder über deren Transfer mit einem anderen Landwirt abschließen, als mit jenem, der den Betrieb, der aus der Fusion hervorgegangen ist, verwaltet, und auf den sich der Antrag auf Revision bezieht.

Der Antrag auf eine Fusion von Betrieben, der durch den Landwirt eingereicht wird, ist ggf. einem der anderen Fälle, die in Kapitel 3, Abschnitt 2 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 angeführt werden, gleichzustellen. Falls notwendig werden von den Landwirten zusätzliche Beweise angefordert.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer Fusion von Betrieben, wird die Berechnung der Revision nach dem in Artikel 33, Absatz 3, erster Gedankenstrich der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 und in Artikel 15 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 angeführten Verfahren durchgeführt oder ggf. durch einen anderen Artikel des Kapitels 3, Abschnitt 2 dieser letztgenannten Verordnung.



**Art. 9** - Wird der Antrag auf Revision der provisorischen Rechte durch die Aufteilung eines Betriebs begründet, so werden nur die beiden nachfolgenden Fälle, die sich im Laufe des Referenzzeitraums oder des Übergangszeitraums ereignet haben, berücksichtigt:

— die Aufteilung eines Betriebs in wenigstens zwei neue Betriebe, die autonom von zwei neuen eigenständigen Landwirten verwaltet werden, von denen wenigstens einer eine der natürlichen Personen, die den Betrieb ursprünglich verwalteten, sein muss;

— die Aufteilung eines Betriebs in zwei neue Betriebe, von denen einer von einem eigenständigen Landwirt verwaltet wird, wohingegen der andere durch den ursprünglichen Landwirt verwaltet wird.

Die Landwirte, die die aus der Aufteilung hervorgegangenen Betriebe verwalten, müssen seinen Antrag auf Revision anhand des in Artikel 1 angeführten Musterformulars einreichen, indem sie den Grund ihres Antrags angeben sowie das ordnungsgemäß ausgefüllte und von beiden Parteien unterzeichnete Formular "Vereinbarung bei Aufteilung", das bei der Verwaltung erhältlich ist, beifügen. In dieser Vereinbarung muss die Aufteilung der Referenzangaben angegeben werden.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer Betriebsaufteilung, müssen insbesondere folgende Bedingungen erfüllt sein:

— die betreffende Aufteilung muss an demselben Datum übereinstimmen mit einer entsprechenden Änderung der Angaben auf Ebene der Identifizierung der Landwirte in dem einheitlichen System zur Erfassung jedes Betriebsinhabers, das in Artikel 18, Absatz 1, Punkt f) der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 angeführt wird und Teil des Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems ist;

— die beiden Landwirte, die die neuen aus der Aufteilung hervorgegangenen Betriebe verwalten, müssen ihre Anträge auf Revision unter den erforderlichen Bedingungen und in den entsprechenden Fristen einreichen;

— die von den Landwirten vor und nach der Aufteilung eingereichten Flächenerklärungen sowie die Inventare ihrer Tierbestände müssen der Aufteilungsvereinbarung entsprechen;

— die von der Aufteilung betroffenen Flächen waren wenigstens während des Jahres vor der genannten Aufteilung Gegenstand von Flächenerklärungen des überlassenden ursprünglichen Landwirts;

— die betreffenden Flächen, die in der "Vereinbarung bei Aufteilung" angeführt werden, sind Gegenstand keiner anderer Übernahme durch einen oder mehrere Landwirte als durch jene, die die Betriebe, die aus der Aufteilung hervorgegangen sind, verwalten;

— anhand des Formulars "Vereinbarung bei Aufteilung" muss der überlassende ursprünglich Landwirt anerkennen, dass kein Recht, sei es ein normales Recht oder ein Recht auf Brache, ihm persönlich gewährt wird, außer ggf. für den Teil, den der Landwirt, der einen der Betriebe, die aus der Aufteilung hervorgegangen sind, verwaltet, erworben hat;

— der überlassende ursprüngliche Landwirt darf keine andere Vereinbarung über die betreffenden Rechte oder über deren Transfer mit anderen Landwirten abschließen, als mit jenen, die die Betriebe, die aus der Fusion hervorgegangen sind, verwalten;

Der Antrag auf Aufteilung eines Betriebs, der durch den Landwirt eingereicht wird, ist ggf. einem der anderen Fälle, die in Kapitel 3, Abschnitt 2 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 angeführt werden, gleichzustellen. Falls notwendig werden von den Landwirten zusätzliche Beweise angefordert.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen der Aufteilung eines Betriebs, wird die Berechnung der Revision nach dem in Artikel 33, Absatz 3, zweiter Gedankenstrich der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 und in Artikel 15 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 angeführten Verfahren durchgeführt oder ggf. durch einen anderen Artikel des Kapitels 3, Abschnitt 2 dieser letztgenannten Verordnung.

**Art. 10** - Wird der Antrag auf Revision der provisorischen Rechte durch die schwere Beeinträchtigung der Produktion aufgrund von Agrarumweltverpflichtungen begründet, so können von der Verwaltung nur jene Situationen als außergewöhnliche Umstände anerkannt werden, in denen Landwirte, deren Produktion im Laufe des Referenzzeitraums dadurch schwer beeinträchtigt worden ist, dass sie während eben dieses Zeitraums Agrarumweltverpflichtungen unterlagen, die vor oder während des Referenzzeitraums abgeschlossen worden sind auf der Grundlage von entweder der Verordnung (EWG) Nr. 2078/92 des Rates vom 30. Juni 1992 für umweltgerechte und den natürlichen Lebensraum schützende landwirtschaftliche Produktionsverfahren oder der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raumes durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen.

Der betreffende Landwirt kann aus dem in dem ersten Absatz genannten Grund einen Antrag auf Revision einreichen und zwar ausschließlich anhand des ihm von der Verwaltung zur Verfügung gestellten spezifischen Formulars. In seinem Antrag muss er zusätzlich zu der betreffenden Begründung die Beweise für diesen Antrag angeben sowie eine Kopie seiner fraglichen Agrarumweltverpflichtung beifügen.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer schweren Beeinträchtigung der Produktion aufgrund von Agrarumweltverpflichtungen, müssen insbesondere folgende Bedingungen erfüllt sein:

— der antragstellende Landwirt muss während des gesamten Referenzzeitraums oder eines Teils davon begraste Wendeflächen im Rahmen der Agrarumweltmaßnahmen (AUM) angelegt haben;

— die durch diese Maßnahme betroffenen Parzellen müssen in der "Flächenerklärung" des antragstellenden Landwirts durch einen anderen Code gekennzeichnet worden sein, als dem Code P. Sie dürfen nicht für die Gewährung von Beihilfen für den Tiersektor angegeben worden sein;

— die jährliche Beihilfe für Ackerbaukulturen, die für die Flächen, auf denen begraste Wendeflächen angelegt worden sind, hätte gewährt werden können, muss wenigstens 30% des Betrags der für das betreffende Jahr gezahlten Beihilfen für Ackerbaukulturen entsprechen.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer schweren Beeinträchtigung der Produktion aufgrund von Agrarumweltverpflichtungen, wird die Berechnung der Revision nach dem in Artikel 40, Absatz 5 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 und in Artikel 16 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 angeführten Verfahren durchgeführt.



**Art. 11** - Wird der Antrag auf Revision der provisorischen Rechte durch eine private Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien begründet, so werden nur die Fälle berücksichtigt, in denen Ländereien verkauft werden oder Pachtverträge von Ländereien übertragen werden, die sich im Laufe des Referenzzeitraums oder des Übergangszeitraums ereignet haben.

Der betreffende Landwirt muss seinen Antrag anhand des in Artikel 1 angeführten Musterformulars einreichen, indem er den Grund seines Antrags angibt. Er muss beantragen, dass die Rechte, die ursprünglich im Namen des Landwirts, der ihm Ländereien verkauft hat oder der ihm einen Pachtvertrag übertragen hat, verzeichnet worden waren, in seinem Namen verzeichnet werden. Der Landwirt muss seinem Antrag das oder die folgenden Dokumente beifügen:

- das ordnungsgemäß ausgefüllte und von beiden Parteien unterzeichnete Formular "private Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien", das ihm von der Verwaltung zur Verfügung gestellt wird;
- eine Liste der übertragenen Parzellen und der entsprechenden Orthofotopläne, auf denen die Lokalisierung der entsprechenden Parzellen genau eingezeichnet ist.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer privaten Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien, müssen insbesondere folgende Bedingungen erfüllt sein:

- die Flächen, auf die sich die Vertragsklausel bezieht, waren Gegenstand der Flächenerklärung des überlassenden Landwirts während wenigstens zwei von drei Jahren vor der Übertragung;
- die Flächen, auf die sich die Vertragsklausel bezieht, sind Gegenstand keiner anderen Übernahme durch einen oder mehrere Landwirte als durch jene, auf die sich der Antrag auf Revision bezieht;
- anhand des Formulars "private Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien" muss der überlassende Landwirt anerkennen, dass kein Recht, sei es ein normales Recht oder ein Recht auf Brache, ihm persönlich gewährt wird für die Fläche und für die Rechte, die Gegenstand der privaten Vertragsklausel sind;
- anhand des Formulars "private Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien" muss der überlassende Landwirt sich verpflichten einen Antrag auf Bestimmung seiner Rechte auf die Betriebsprämie einzureichen (Teilnahme an der Betriebsprämienregelung). Diesem Antrag ist eine Kopie des Formulars "private Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien" beizufügen;

— der überlassende Landwirt darf keine andere Vereinbarung über die betreffenden Rechte oder über deren Übertragung mit anderen Landwirten abschließen, als mit jenen, auf die sich der Antrag auf Revision bezieht;

Der Antrag auf eine private Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien, ist ggf. einem der anderen Fälle, die in Kapitel 3, Abschnitt 2 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 angeführt werden, gleichzustellen. Falls notwendig werden von den Landwirten zusätzliche Beweise angefordert.

Im Falle eines Antrags auf Revision wegen einer privaten Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien wird die Berechnung der Revision nach dem in Artikel 46 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 und in Artikel 17 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 angeführten Verfahren durchgeführt oder ggf. durch einen anderen Artikel des Kapitels 3, Abschnitt 2 dieser letztgenannten Verordnung.

**Art. 12** - Bei Strafe von Verfall oder Nichtigkeit muss jeglicher Einspruch gegen einen in Anwendung des vorliegenden Erlasses gefassten Beschluss per innerhalb des Monats nach der Mitteilung des besagten Beschlusses an die Verwaltung gerichtetes Einschreiben eingereicht werden.

**Art. 13** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2005 wirksam.

Namur, den 7. Juli 2006

B. LUTGEN

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 4095

[2006/203316]

#### **7 JULI 2006. — Ministerieel besluit betreffende de herzieningsaanvragen voor herziening van de bedrijfstoeslagrechten die aan de landbouwers voorlopig genotificeerd zijn ter uitvoering van de bedrijfstoeslagregeling in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid**

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 12 augustus 2003;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1<sup>o</sup>, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 319/2006 van de Commissie van 20 februari 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoeslagregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 2183/2005 van de Commissie van 22 december 2005;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 489/2006 van de Commissie van 24 maart 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van landbouw en visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van landbouw en visserij;

Gelet op de notificatie door België d.d. 29 juli 2004 in hoofde van artikelen 58, § 1, en 64, § 1, en 70, § 1, punt a), 2e streepje, van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op het overleg van 24 april 2006 tussen de gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de verplichting om zich onverwijld te schikken naar de in de aanhef bedoelde verordeningen van de Raad en de Commissie;

Gelet op de overdracht naar de Gewesten van de bevoegdheden inzake landbouw vanaf 1 januari 2002;

Overwegende dat de herzieningsvoorwaarden voor de aan de landbouwers voorlopig genotificeerde bedrijfs-toeslagrechten moeten worden vastgesteld;

Overwegende dat om genoemde herzieningen te genieten, de aanvankelijke aanvragen van de landbouwers moeten worden ingediend uiterlijk op 31 maart 2005;

Overwegende dat een van de grondprincipes van de hervorming van het Gemeenschappelijk Landbouw Beleid (GLB) van 2003 is dat de toeslagrechten toegekend aan landbouwers die grond exploiteren tijdens een referentieperiode, onafhankelijk worden berekend buiten alle overwegingen i.v.t. het eigendomsrecht dat die landbouwers bezitten op de grond die ze exploiteren tijdens die referentieperiode en dat de hoedanigheid van eigenaar of huurder dus niet in aanmerking komt voor de toekenning van genoemde toeslagrechten;

Overwegende dat om de referentiebedragen vast te stellen voor de landbouwers die zich in een bijzondere situatie bevinden zoals bedoeld in artikel 42, paragraaf 4, van Verordening (EG) nr. 1782/2003, het volgende moet worden gewaarborgd : objectieve criteria voor toegang tot de nationale reserve, een gelijke behandeling van landbouwers en het vermijden van markt- en concurrentievervalsingen;

Overwegende dat teneinde de toekenningsvoorwaarden voor genoemde herzieningen efficiënt te controleren bij diverse situaties van bedrijfsoverdrachten, de werkelijkheid van die overdrachten moet worden gecontroleerd door het bestuur;

Overwegende dat met het oog op vereenvoudiging, de al ter beschikking van het bestuur gestelde gegevens moeten worden gebruikt;

Overwegende dat in het kader van de herzieningsaanvragen, het bewijs van het bestaan van een huurovereenkomst kan worden geleverd door alle wettelijke middelen, getuigen en vermoedens inbegrepen en dat derhalve het gebruik van de gronden zoals aangegeven door de overdragende landbouwers in hun oppervlakteaangifte, minstens twee jaar op de drie jaren voorafgaand aan een overdracht van het geheel of een gedeelte van de gronden van het bedrijf, een vermoeden vormt van het voorafgaande bezit van die gronden door de betrokken overdragende landbouwer;

Overwegende, enerzijds, dat de oppervlakteaangiften ter beschikking van het bestuur zijn gesteld; dat, anderzijds, in geval van grondoverdracht, de betrokkenen verklaren dat de betrokken grondpercelen stonden vermeld in de oppervlakteaangifte van de overdragende landbouwer tijdens ten minste twee jaar op de drie jaren voorafgaand aan die overdracht en dat derhalve die voorwaarde kan worden geverifieerd door het bestuur;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij slechte toepassing van de nieuwe rechtstreekse bedrijfs-toeslagregeling of bij niet-naleving van de termijnen opgelegd bij de Europese regelgeving voor de instelling van dat stelsel,

Besluit :

**Artikel 1.** De landbouwer die een herziening van zijn voorlopige rechten aanvraagt, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, moet een aanvraag om herziening indienen d.m.v. het "standaardformulier van aanvraag om herziening van de voorlopige rechten", dat beschikbaar is bij het bestuur. Die aanvraag moet gegrond zijn op ten minste één van de in § 2 van genoemd artikel vermelde elementen.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder "productie-eenheidsnummer" het unieke nummer dat het bestuur gebruikt ter identificatie van een grondgebonden geheel van door de landbouwer aangewende productiemiddelen. De landbouwer die onderworpen is aan de bedrijfs-toeslagregeling, beschikt over minstens één productie-eenheidsnummer.

**Art. 3.** Wanneer de aanvraag om herziening van de voorlopige rechten gegrond is op een vergissing in de berekening van de referentiebedragen en/of van het aantal hectaren die in aanmerking zijn genomen voor de voorlopige vaststelling van de rechten of op een verschil tussen de gegevens vermeld op het berekeningsblad en de verschillende afrekeningen voor de steunregelingen opgenomen in de bedrijfs-toeslag tijdens de drie referentie jaren, moet de landbouwer een aanvraag om herziening van de berekening indienen d.m.v. het in artikel 1 bedoelde standaardformulier met vermelding van de reden van zijn aanvraag, vergezeld van een brief waarin de gronden van het bezwaar duidelijk en nauwkeurig staan vermeld.

**Art. 4.** Wanneer de herzieningsaanvraag m.b.t. de voorlopige rechten gegrond is op het feit dat de landbouwer met zijn landbouwactiviteit is begonnen tijdens de referentieperiode en dat daar geen rekening mee werd gehouden, kan de landbouwer een uitzondering op de algemene berekeningsregels aanvragen. Hij moet een met redenen omklede aanvraag indienen d.m.v. het in artikel 1 bedoelde standaardformulier met vermelding van de begindatum van zijn landbouwactiviteit.

In geval van herzieningsaanvraag wegens het opstarten van een landbouwactiviteit moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

— de landbouwer die een landbouwactiviteit heeft gestart, moet voldoen aan de definitie van artikel 2, punt k), van Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfs-toeslagregeling waarin is voorzien bij verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

— in geval van groepering of van rechtspersonen moeten alle leden van de groepering of alle beheerders die voorwaarde vervullen;

— het begin van de activiteit van de betrokken landbouwer moet op dezelfde datum overeenstemmen met de gegevenswijzigingen op het gebied van de identificatie van de landbouwers in het unieke registratiesysteem betreffende de identiteit van elke landbouwer bedoeld in artikel 18, § 1, punt f), van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en opgenomen in het geïntegreerde beheers- en controlesysteem;

- op de begindatum van zijn landbouwactiviteit mag de nieuwe landbouwer noch de referentiegegevens noch de rechten van een andere landbouwer verkrijgen;
- de landbouwer moet het bestuur ertoe machtigen om de Federale Openbare Dienst Financiën te raadplegen over het bestaan van een eventuele landbouwactiviteit voorafgaand aan de vermelde begindatum van genoemde activiteit.

In geval van herzieningsaanvraag wegens het opstarten van de activiteit wordt de herziening berekend volgens de procedure bedoeld in artikel 37, § 2, van Verordening (EG) nr. 1782/2003, onverminderd de toepassing van artikel 13, § 4, van Verordening (EG) nr. 795/2004.

**Art. 5. § 1.** Wanneer de herzieningsaanvraag gegrond is op een geval van overmacht of van buitengewone omstandigheid die zich heeft voorgedaan in 1999 of tijdens de referentieperiode, worden enkel de gevallen van overmacht of van buitengewone omstandigheden bedoeld in artikel 3, § 2, punt 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 erkend.

§ 2. In geval van overlijden wordt enkel het overlijden van de alleenstaande landbouwer-natuurlijke persoon of unieke beheerder van een rechtspersoon ofwel het overlijden van een lid van de betrokken groepering van natuurlijke personen, dat zich heeft voorgedaan in 1999 of tijdens de referentieperiode, in aanmerking genomen met uitzondering van elke andere persoon of periode.

In afwijking van het eerste lid kan het overlijden van de meewerkende echtgenoot ook in aanmerking worden genomen op voorwaarde dat de echtgenoot op het ogenblik van het overlijden meewerkend is of geacht wordt meewerkend te zijn overeenkomstig artikel 7bis van het koninklijk besluit van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen en voorzover de aanvankelijke landbouwer-aanvrager hetzij een alleenstaande natuurlijke persoon, hetzij een groepering van echtgenoten was. Bij wijze van uitzondering kan de echtgenoot die geacht is meewerkend echtgenoot te zijn van de enige beheerder van een rechtspersoon, in aanmerking worden genomen voorzover de beheerder de echtgenoot van de overleden persoon is en op voorwaarde dat de rechtspersoon voldoet aan de voorwaarden om de steun voor investeringen in landbouwbedrijven te genieten zoals voorzien bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de steun aan de landbouw.

In geval van overlijden wordt het jaar van de referentieperiode dat niet in aanmerking wordt genomen, gekozen door de landbouwer-overnemer door vererving. Dat jaar is hetzij dat van het overlijden, hetzij het daaropvolgende jaar.

De aanvraag om herziening van de berekening op grond van het ingeroepen overlijden mag enkel worden ingediend door één van de volgende landbouwers :

- indien het overlijden betrekking heeft op de landbouwer zelf, de landbouwer die het bedrijf heeft overgenomen en geërfd;
- indien het overlijden betrekking heeft op de beheerder van de vennootschap die de landbouwer was, de nieuwe beheerder van het bedrijf;
- indien het overlijden betrekking heeft op één van de leden van de groepering van natuurlijke personen dat de landbouwer was, de andere natuurlijke persoon of personen van die groepering.

De betrokken landbouwer moet zijn herzieningsaanvraag indienen d.m.v. het in artikel 1 bedoelde standaardformulier met vermelding van de reden van zijn aanvraag, de identiteit van de overleden persoon en eventueel het jaar dat niet in aanmerking moet worden genomen. De landbouwer moet bij zijn aanvraag een bewijs van overlijden voegen en in geval van de meewerkende echtgenoot, een door de verzekeringskas afgeleverd attest waarbij wordt bewezen dat de echtgenoot of echtgenote meewerkend was.

In geval van herzieningsaanvraag wegens overlijden moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

- wanneer het overlijden betrekking heeft op de landbouwer zelf of één van de leden van de betrokken groepering van natuurlijke personen, moet het overeenstemmen met een gepaste verandering op dezelfde datum op het gebied van de identificatie van de landbouwer in het unieke registratiesysteem betreffende de identiteit van elke landbouwer bedoeld in artikel 18, § 1, punt f), van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en opgenomen in het geïntegreerde beheers- en controlesysteem;

- in elk geval moet het totaalbedrag van de tijdens het betrokken jaar verleende steun, voor alle steunregelingen, berekend en aangepast overeenkomstig bijlage VII bij Verordening (EG) nr. 1782/2003, gelijk of lager zijn dan 80 % van het gemiddelde van de totaalbedragen van de steun verleend tijdens de jaren die niet getroffen zijn door het overlijden, eveneens berekend en aangepast overeenkomstig bijlage VII bij genoemde Verordening. Die berekening wordt verricht na optelling van de gegevens betreffende de aanvankelijke landbouwer en de landbouwer-aanvrager.

§ 3. In geval van arbeidsongeschiktheid van de landbouwer wordt enkel de ongeschiktheid van de landbouwer, van de beheerder van de vennootschap of van een lid van de betrokken groepering van natuurlijke personen die zich heeft voorgedaan in 1999 of tijdens de referentieperiode, in aanmerking genomen met uitzondering van elke andere persoon of periode.

In geval van arbeidsongeschiktheid worden het jaar van de referentieperiode alsook het of de steunregeling(en) die niet in aanmerking worden genomen, gekozen door de landbouwer. Dat jaar is hetzij dat van de arbeidsongeschiktheid, hetzij het daaropvolgende jaar.

De aanvraag om herziening van de berekening op grond van de vermelde ongeschiktheid mag alleen worden ingediend door de landbouwer die arbeidsongeschikt was in 1999 of tijdens de referentieperiode, ongeacht of hij handelt als alleenstaande natuurlijke persoon, als beheerder van de betrokken vennootschap of als lid van de betrokken groepering van natuurlijke personen.

De betrokken landbouwer moet zijn herzieningsaanvraag wegens arbeidsongeschiktheid indienen d.m.v. het in artikel 1 bedoelde standaardformulier met vermelding van de reden van zijn aanvraag, het of de steunregelingen alsook eventueel het jaar van de referentieperiode die niet in aanmerking moeten worden genomen. De landbouwer moet het volgende document voegen bij zijn aanvraag :

- hetzij een afschrift van het door een ziekenfonds erkende attest van arbeidsongeschiktheid;
- hetzij een attest van een specialist, met uitzondering van die van een huisarts, hetzij een afschrift van de hospitalisatiefacturen waarbij de langdurige arbeidsongeschiktheid duidelijk wordt bewezen.

In geval van herzieningsaanvraag wegens arbeidsongeschiktheid moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

- de ongeschiktheid heeft een aanzienlijke invloed gehad op de betaling van de steun tijdens de referentieperiode;
- het totaalbedrag van de tijdens het jaar van ongeschiktheid of de daaropvolgende jaren verleende steun, berekend en aangepast overeenkomstig bijlage VII bij Verordening (EG) nr. 1782/2003, moet gelijk of lager zijn dan 50 % van het gemiddelde van de totaalbedragen van de steun verleend tijdens de jaren die niet getroffen zijn door de arbeidsongeschiktheid, eveneens berekend en aangepast overeenkomstig bijlage VII bij genoemde Verordening;

- als de landbouwer bovendien niet beschikt over een door de bevoegde instelling erkend attest van ongeschiktheid, moet de totale oppervlakte die aangegeven wordt tijdens het jaar van de ongeschiktheid of tijdens het daaropvolgende jaar, lager zijn dan 50 % van de gemiddelde totale oppervlakte die aangegeven werd tijdens de andere jaren of moet het aantal dieren dat aangegeven wordt voor de steun tijdens het jaar van de ongeschiktheid of het daaropvolgende jaar lager zijn dan 50 % van het gemiddelde aantal dieren dat aangegeven werd tijdens de jaren waarmee rekening werd gehouden.



§ 4. In geval van natuurramp wordt enkel een klimaatgebeurtenis erkend als natuurramp als die in 1999 of tijdens de referentieperiode plaats heeft gevonden en als die een belangrijke negatieve invloed heeft gehad op het verkrijgen van steun voor akkerbouwgewassen.

In dit geval wordt het jaar van de referentieperiode waarvoor steun voor akkerbouwgewassen niet in aanmerking wordt genomen, gekozen door de landbouwer. Dat jaar is hetzij dat van de natuurramp, hetzij het daaropvolgende jaar.

De betrokken landbouwer moet zijn herzieningsaanvraag indienen d.m.v. het in artikel 1 bedoelde standaardformulier met vermelding van de reden van zijn aanvraag en eventueel het jaar van de referentieperiode dat niet in aanmerking moet worden genomen. De landbouwer moet bij zijn aanvraag een attest van schade aan teelten (1e bezoek) voegen indien het bestaat of bij gebrek daaraan elk door het bestuur erkend bewijsstuk, o.a. de verwijzing naar een koninklijk besluit waarbij een buitengewone klimaatgebeurtenis die plaats heeft gevonden in het gebied waar het betrokken bedrijf gelegen is, zou worden beschouwd als natuurramp.

In geval van herzieningsaanvraag wegens natuurramp moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

- de buitengewone klimaatgebeurtenis moet in 1999 of tijdens de referentieperiode plaatsgevonden hebben;
- het bedrag van de tijdens het jaar van de natuurramp of tijdens het daaropvolgende jaar verleende steun voor akkerbouwgewassen, berekend en aangepast overeenkomstig bijlage VII bij Verordening (EG) nr. 1782/2003, moet gelijk of lager zijn dan 50 % van het gemiddelde van de bedragen van dezelfde steun verleend tijdens de jaren die niet getroffen zijn door de arbeidsongeschiktheid, eveneens berekend en aangepast overeenkomstig bijlage VII bij genoemde Verordening;
- de totale oppervlakte, weiden inbegrepen, die aangegeven is in de oppervlakteaangifte van het rampjaar of in de loop van het daaropvolgende jaar, kan niet lager zijn dan 80 % van het gemiddelde van de oppervlakten aangegeven in de loop van de jaren waarmee rekening werd gehouden.

§ 5. Elke gebeurtenis die in 1999 of tijdens de referentieperiode plaats heeft gevonden wordt erkend als toevallige vernietiging van een voor veehouderij bestemd gebouw van het bedrijf als die de vernietiging van een gebouw voor dierenverblijf van het betrokken bedrijf met zich heeft meegebracht, die een belangrijke negatieve invloed heeft gehad op het verkrijgen van de steun voor runderen en/of schapen tijdens de referentieperiode.

In dit geval wordt het jaar van de referentieperiode waarvoor steun voor runderen en/of schapen niet in aanmerking wordt genomen, gekozen door de landbouwer. Dat jaar is hetzij dat van de toevallige vernietiging van het gebouw, hetzij het daaropvolgende jaar.

De betrokken landbouwer moet zijn herzieningsaanvraag indienen d.m.v. het in artikel 1 bedoelde standaardformulier met vermelding van de reden van zijn aanvraag en eventueel het jaar van de referentieperiode waarvoor de steun voor runderen en/of schapen niet in aanmerking moet worden genomen. De landbouwer moet bij zijn aanvraag een verzekeringsattest of een attest van de brandweerdienst voegen waarbij die vernietiging wordt bewezen.

In geval van herzieningsaanvraag wegens toevallige vernietiging van een voor veehouderij bestemd gebouw van het bedrijf, moet de volgende voorwaarde vervuld worden :

- het bedrag van de tijdens het jaar van de toevallige vernietiging van het gebouw of tijdens het daaropvolgende jaar verleende steun voor runderen en/of schapen, berekend en aangepast overeenkomstig bijlage VII bij Verordening (EG) nr. 1782/2003, moet gelijk of lager zijn dan 50 % van het gemiddelde van de bedragen van dezelfde steun verleend tijdens de jaren die niet getroffen zijn door de toevallige vernietiging, eveneens berekend en aangepast overeenkomstig bijlage VII bij genoemde Verordening.

§ 6. De gevallen van epizoötie worden in aanmerking genomen als ze in 1999 of tijdens de referentieperiode hebben plaatsgevonden, als ze erkend zijn door de bevoegde overheid en indien ze een aanzienlijke negatieve invloed hebben gehad op het verkrijgen van de steun voor runderen en/of schapen.

In dit geval wordt het jaar van de referentieperiode waarvoor steun voor runderen en/of schapen niet in aanmerking wordt genomen, gekozen door de landbouwer. Dat jaar is hetzij dat van de epizoötie, hetzij het daaropvolgende jaar.

De betrokken landbouwer moet zijn herzieningsaanvraag indienen d.m.v. het in artikel 1 bedoelde standaardformulier met vermelding van de reden van zijn aanvraag en eventueel het jaar van de referentieperiode waarvoor de steun voor runderen en/of schapen niet in aanmerking moet worden genomen. Een afschrift van het slachtbevel moet worden gevoegd bij de aanvraag van de landbouwer.

In geval van herzieningsaanvraag wegens epizoötie moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

- een geheel of gedeeltelijk slachtbevel moet gegeven zijn;
- het slachtbevel moet gegeven zijn in 1999 of tijdens de referentieperiode;
- in geval van gedeeltelijke slachting, moet het bedrag van de tijdens het slachtjaar of het daaropvolgende jaar verleende steun voor runderen en/of schapen, berekend en aangepast overeenkomstig bijlage VII bij Verordening (EG) nr. 1782/2003, gelijk of lager zijn dan 50 % van het gemiddelde van de bedragen van dezelfde steun verleend tijdens de jaren die niet getroffen zijn door de epizoötie, eveneens berekend en aangepast overeenkomstig bijlage VII bij genoemde Verordening.

§ 7. De herzieningsaanvraag betreffende de voorlopige rechten kan eventueel gegrond zijn op verschillende gevallen van overmacht of van buitengewone omstandigheden die plaats hebben gevonden tijdens verschillende jaren bedoeld in § 1.

In geval van herzieningsaanvraag wegens overmacht of buitengewone omstandigheden wordt de herziening berekend volgens de bepalingen bedoeld in artikelen 40 en 42, § 4, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en in artikel 18 van Verordening (EG) nr. 795/2004, onverminderd de toepassing van artikel 13, § 4, van dezelfde Verordening (EG) nr. 795/2004.

**Art. 6.** Wanneer de herzieningsaanvraag gegrond is op een feitelijke vererving, een verwachte vererving of op een erfopvolging bij wege van huuroverdracht waarmee geen rekening werd gehouden bij de berekening, worden de volgende gevallen erkend : de gehele of gedeeltelijke bedrijfsovernamen tussen bloed- of aanverwanten in de eerste, tweede of derde graad of tussen echtgenoten, die plaats hebben gevonden tijdens de referentie- of de overgangperiode zoals bedoeld in artikel 1, punten 10 en 11 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006. Bovendien worden ook de andere gehele of gedeeltelijke bedrijfsovernamen door vererving of schenking in aanmerking genomen mits de in het tweede lid gepaste bewijsstukken worden geleverd.

Onder gehele bedrijfsovername verstaat men de gevallen waar alle productie-eenheidsnummers van de landbouwer-overdrager worden overgenomen door één enkele landbouwer-overnemer op een gegeven datum.

De betrokken landbouwer-overdrager moet zijn herzieningsaanvraag indienen d.m.v. het in artikel 1 bedoelde standaardformulier met vermelding van de reden van zijn aanvraag en de identificatie van de landbouwer-overdrager die eigenaar was van het bedrijf of bedrijfsgedeelte. De landbouwer moet het of de volgende documenten voegen bij zijn aanvraag :

- in geval van overname tussen bloed- of aanverwanten in de eerste, tweede of derde graad of tussen echtgenoten, een bewijs van bloed- of aanverwantschap en het formulier "overeenkomst van gehele of gedeeltelijke overname", behoorlijk ingevuld en ondertekend door beide partijen (overdrager en overnemer). In geval van groeperingen of van rechtspersoon moet één van de leden van de groepering of de beheerder(s) die voorwaarde vervullen;



— in de andere gevallen, hetzij een akte van bekendheid, hetzij het afschrift van de erfopvolgingsakte, hetzij een notariële akte ofwel een afschrift van de schenkingsakte, waarbij de overname wordt bewezen;

— in alle gevallen van gedeeltelijke overname, de verdelingsovereenkomst, gevoegd bij het formulier "overeenkomst van gehele of gedeeltelijke overname", waarbij het bestuur er uitdrukkelijk toe gemachtigd wordt de rechten te berekenen die moeten worden toegekend aan de landbouwer(s)-overnemer(s), rekening houdend met het geheel of een gedeelte van de referentiegegevens van de overdrager.

In geval van herzieningsaanvraag wegens feitelijke vererving, verwachte vererving of erfopvolging bij wege van huuroverdracht moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

— in het eventuele formulier "overeenkomst van gehele of gedeeltelijke overname" bedoeld in het tweede lid erkent de landbouwer-overdrager dat geen recht, zowel gewoon als braakrecht, hem persoonlijk zal worden toegekend wat betreft de referentiegegevens betrokken bij de herzieningsaanvraag, behalve voor het eventuele gehouden gedeelte;

— in het eventuele formulier "overeenkomst van gehele of gedeeltelijke overname" bedoeld in het tweede lid, bevestigt de landbouwer-overdrager dat hij geen andere overeenkomst betreffende de referentiegegevens of de overdracht daarvan heeft ondertekend noch zal ondertekenen met een derde.

In geval van herzieningsaanvraag wegens erfopvolging bij wege van huuroverdracht zoals bedoeld in artikel 13, § 2, tweede lid, van Verordening (EG) nr. 795/2004 maar voor gevallen waarin de vorige leden niet voorzien, kan de aanvraag in aanmerking worden genomen mits de door het bestuur specifiek vereiste gepaste bewijsstukken worden geleverd en voorzover de algemene voorwaarden voor erfopvolging bij wege van huuroverdracht worden vervuld.

In geval van herzieningsaanvraag wegens feitelijke vererving, verwachte vererving of erfopvolging bij wege van huuroverdracht, wordt de herziening berekend volgens de in artikel 13 van Verordening (EG) nr. 795/2004 bedoelde procedure.

**Art. 7.** Wanneer de herzieningsaanvraag gegrond is op een wijziging van rechtsstatuut of van benaming en daar geen rekening mee is gehouden bij de berekening, komen enkel in aanmerking de gevallen die plaats hebben gevonden tijdens de referentie- of de overgangperiode, voortvloeiend uit de overgang van een natuurlijke persoon naar een rechtspersoon of omgekeerd ofwel uit de overgang van een natuurlijke persoon naar een groepering van natuurlijke personen of omgekeerd.

De betrokken landbouwer moet zijn herzieningsaanvraag indienen d.m.v. het in artikel 1 bedoelde standaardformulier met vermelding van de reden van zijn aanvraag alsook, enerzijds, de identificatie van de landbouwer die aanvankelijk het bedrijf beheerde en, anderzijds, die van de landbouwer die er daarna voor zorgde.

In geval van herzieningsaanvraag wegens wijziging van rechtsstatuut of benaming moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

— in geval van overgang van een natuurlijke persoon naar een groepering van natuurlijke personen of omgekeerd wordt het bedrijf beheerd na die wijziging door de landbouwer die de controle van het bedrijf aanvankelijk uitoefende of in voorkomend geval door één van de leden van de betrokken groepering;

— de betrokken wijziging moet op dezelfde datum overeenstemmen met een identieke wijziging op het gebied van de identificatie van de landbouwer in het unieke registratiesysteem betreffende de identiteit van elke landbouwer bedoeld in artikel 18, § 1, punt f), van Verordening (EG) nr. 1782/2003 opgenomen in het geïntegreerde beheers- en controlesysteem;

— in geval van rechtspersoon moet op verzoek een afschrift van de statuten van de vennootschap of elke noodzakelijke informatie ter beschikking worden gesteld van het bestuur door de landbouwer.

In geval van herzieningsaanvraag wegens wijziging van rechtsstatuut of benaming wordt de herziening berekend volgens de procedure bedoeld in artikel 33, § 2, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en in artikel 14 van Verordening (EG) nr. 795/2004.

**Art. 8.** Wanneer de aanvraag om herziening van de voorlopige rechten gegrond is op de fusie van bedrijven, worden enkel de twee volgende gevallen die plaatsgevonden hebben tijdens de referentie- of overgangperiode, in aanmerking genomen :

— het bedrijf van een eerste landbouwer fusioneert met dat van een tweede landbouwer en wordt een nieuw bedrijf beheerd door een nieuwe landbouwer overeenstemmend met de groepering van de eerste en tweede aanvankelijke landbouwer of met een rechtspersoon beheerd door de twee aanvankelijke landbouwers ofwel overeenstemmend met een groepering samengesteld uit één van de twee aanvankelijke landbouwers en één of meerdere andere personen;

— het bedrijf van een eerste landbouwer fusioneert met dat van een tweede landbouwer en wordt een nieuw bedrijf beheerd door een landbouwer die hetzij de eerste aanvankelijke landbouwer is, hetzij de tweede, hetzij een rechtspersoon waarvan de unieke beheerder hetzij de eerste aanvankelijke landbouwer is, hetzij de tweede. De landbouwer die geen overnemer is, mag noch de percelen noch de dieren houden die voortkomen uit het aanvankelijke bedrijf.

De landbouwer-beheerder van het bedrijf voortvloeiend uit de fusie moet de herzieningsaanvraag indienen d.m.v. het in artikel 1 bedoelde standaardformulier met vermelding van de reden van zijn aanvraag en met bijvoeging van een bij het bestuur beschikbaar formulier "overeenkomst in geval van fusie met overname", behoorlijk ingevuld en ondertekend door beide partijen.

In geval van herzieningsaanvraag wegens fusie van bedrijven moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

— de betrokken fusie moet overeenstemmen met de wijzigingen op dezelfde datum op het gebied van de identificatie van de landbouwers in het unieke registratiesysteem betreffende de identiteit van elke landbouwer bedoeld in artikel 18, § 1, punt f), van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en opgenomen in het geïntegreerde beheers- en controlesysteem;

— in geval van rechtspersoon moet op verzoek een afschrift van de statuten van de vennootschap of elke noodzakelijke informatie ter beschikking worden gesteld van het bestuur door de landbouwer;

— de bij de fusie betrokken oppervlakten hebben tijdens ten minste het jaar voorafgaand aan genoemde fusie het voorwerp uitgemaakt van de oppervlakteaangiften van beide aanvankelijke landbouwers-overdragers;

— de bij de "overeenkomst in geval van fusie met overname" betrokken oppervlakten kunnen niet het voorwerp uitmaken van een overname door een andere landbouwer dan de in de herzieningsaanvraag bedoelde beheerder van het bedrijf voortkomend uit de fusie;

— door middel van voornoemd formulier erkennen de aanvankelijke landbouwers-overdragers dat geen recht, zowel gewoon als braakrecht, hen persoonlijk zal worden toegekend behalve, in voorkomend geval, voor het gedeelte aangeschaft door de in de herzieningsaanvraag bedoelde landbouwer-beheerder van het bedrijf voortkomend uit de fusie;

— de aanvankelijke landbouwers-overdragers mogen geen andere overeenkomst betreffende de betrokken rechten of de overdracht daarvan sluiten met een andere landbouwer dan de in de herzieningsaanvraag bedoelde beheerder van het bedrijf voortkomend uit de fusie.

In voorkomend geval wordt de door de landbouwer ingediende aanvraag om bedrijfsfusie gelijkgesteld met één van de andere gevallen bedoeld in hoofdstuk 3, sectie 2, van Verordening (EG) nr. 795/2004. Indien noodzakelijk worden de landbouwers erom verzocht om eventuele bijkomende bewijsstukken te leveren.

In geval van herzieningsaanvraag wegens fusie van bedrijven wordt de herziening berekend volgens de procedure bedoeld in artikel 33, § 3, eerste lid, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en in artikel 15 van Verordening (EG) nr. 795/2004 of in voorkomend geval in een ander artikel van hoofdstuk 3, sectie 2, van laatstgenoemde Verordening.

**Art. 9.** Wanneer de aanvraag om herziening van de voorlopige rechten gegrond is op de splitsing van bedrijven, worden enkel de twee volgende gevallen die plaatsgevonden hebben tijdens de referentie- of overgangperiode, in aanmerking genomen :

— de splitsing van een bedrijf in minstens twee nieuwe bedrijven die autonoom beheerd worden door twee nieuwe afzonderlijke landbouwers waaronder ten minste één van de natuurlijke personen die het bedrijf aanvankelijk beheerden;

— de splitsing van een bedrijf in twee nieuwe bedrijven waarvan één beheerd wordt door een nieuwe landbouwer en het andere steeds beheerd wordt door de aanvankelijke landbouwer.

De landbouwers-beheerders van de nieuwe bedrijven voortvloeiend uit de splitsing moeten de herzieningsaanvraag indienen d.m.v. het in artikel 1 bedoelde standaardformulier met vermelding van de reden van hun aanvraag en met bijvoeging van een bij het bestuur beschikbaar formulier "overeenkomst in geval van splitsing", behoorlijk ingevuld en ondertekend door alle partijen. Die overeenkomst moet de verdeling van de referentiegegevens bepalen.

In geval van herzieningsaanvraag wegens splitsing van bedrijven moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

— de betrokken splitsing moet overeenstemmen met de wijzigingen op dezelfde datum op het gebied van de identificatie van de landbouwers in het unieke registratiesysteem betreffende de identiteit van elke landbouwer bedoeld in artikel 18, § 1, punt f), van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en opgenomen in het geïntegreerde beheers- en controlesysteem;

— de twee landbouwers die de nieuwe bedrijven voortkomend uit de splitsing beheren, moeten hun herzieningsaanvragen hebben ingediend onder de vereiste voorwaarden en binnen de gestelde termijnen;

— de oppervlakteaangiften die door de landbouwers ingediend zijn vóór en na de splitsing alsook de dierenlijsten moeten overeenstemmen met de splitsingsovereenkomst;

— de bij de splitsing betrokken oppervlakten hebben tijdens tenminste het jaar voorafgaand aan genoemde splitsing het voorwerp uitgemaakt van de oppervlakteaangiften van de aanvankelijke landbouwer-overdrager;

— de bij de "overeenkomst in geval van splitsing" betrokken oppervlakten maken niet het voorwerp uit van een overname door andere landbouwers dan de beheerders van de uit de splitsing voortkomende bedrijven;

— door middel van voornoemd formulier erkent de aanvankelijke landbouwer-overdrager dat geen recht, zowel gewoon als braakrecht, hem persoonlijk zal worden toegekend behalve, in voorkomend geval, voor het gedeelte aangeschaft door de landbouwer-beheerder van één van de uit de splitsing voortkomende bedrijven;

— de aanvankelijke landbouwer-overdrager mag geen andere overeenkomst betreffende de betrokken rechten of de overdracht daarvan aangaan met andere landbouwers dan de beheerders van de uit de splitsing voortkomende bedrijven.

In voorkomend geval wordt de door de landbouwer ingediende aanvraag om bedrijfssplitsing gelijkgesteld met één van de andere gevallen bedoeld in hoofdstuk 3, sectie 2, van Verordening (EG) nr. 795/2004. Indien noodzakelijk worden de landbouwers erom verzocht om eventuele bijkomende bewijsstukken te leveren.

In geval van herzieningsaanvraag wegens splitsing van bedrijven wordt de herziening berekend volgens de procedure bedoeld in artikel 33, § 3, tweede lid, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en in artikel 15 van Verordening (EG) nr. 795/2004 of in voorkomend geval in een ander artikel van hoofdstuk 3, sectie 2, van laatstgenoemde Verordening.

**Art. 10.** Wanneer de herzieningsaanvraag m.b.t. de voorlopige rechten gegrond is op een ernstige aantasting van de productie als gevolg van landbouwmilieuverbintenissen, erkent het bestuur als buitengewone omstandigheden enkel de situaties van landbouwers waarvan de productie ernstig aangetast is tijdens de referentieperiode doordat ze tijdens diezelfde periode onderworpen waren aan landbouwmilieuverbintenissen aangegaan vóór of tijdens de referentieperiode hetzij uit hoofde van Verordening (EEG) nr. 2078/92 van de Raad van 30 juni 1992 betreffende landbouwproductiemethoden die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, hetzij van artikelen 22 tot 24 van Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en opheffing van sommige verordeningen.

De betrokken landbouwer kan een herzieningsaanvraag indienen om de in het eerste lid bedoelde reden, uitsluitend door gebruik van een specifiek formulier dat hem door het bestuur ter beschikking wordt gesteld. Naast de reden van zijn verzoek moet hij er de nodige bewijselementen op vermelden en daar een kopie van de in het geding zijnde landbouwmilieuverbintenis bij voegen.

In geval van herzieningsaanvraag wegens ernstige aantasting van de productie als gevolg van landbouwmilieuverbintenissen moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

— de landbouwer-aanvrager moet tijdens het geheel of een gedeelte van de referentieperiode met gras bezaaide perceelsranden hebben aangelegd in het kader van de maatregelen voor een milieuvriendelijke landbouw (MML);

— de bij die maatregel betrokken percelen moeten aangegeven zijn in de "oppervlakteaangifte" van de landbouwer-aanvrager met een andere bestemmingscode dan code P. Ze mogen niet aangegeven zijn voor het verkrijgen van steun voor de dierensector;

— de jaarlijkse steun voor akkerbouwgewassen die kon worden toegekend voor de oppervlakten begraasde perceelsranden, moet gelijk zijn aan minstens 30 % van de steun die in het betrokken jaar verleend is voor akkerbouwgewassen.

In geval van herzieningsaanvraag wegens ernstige aantasting van de productie als gevolg van landbouwmilieuverbintenissen wordt de herziening berekend volgens de procedure bedoeld in artikel 40, § 5, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en in artikel 16 van Verordening (EG) nr. 795/2004.

**Art. 11.** Wanneer de herzieningsaanvraag m.b.t. de voorlopige rechten gegrond is op een privaatrechtelijke contractuele clause in geval van grondoverdracht, worden de gevallen van grondverkoop of huuroverdracht tijdens de referentie- of overgangperiode erkend.

De betrokken landbouwer-overnemer moet zijn herzieningsaanvraag indienen d.m.v. het in artikel 1 bedoelde standaardformulier met vermelding van de reden van zijn aanvraag. Hij moet erom verzoeken dat de rechten die aanvankelijk voorzien waren op naam van de landbouwer die de grond hem heeft verkocht of verhuurd, op zijn naam worden vastgesteld. De landbouwer moet het of de volgende documenten voegen bij zijn aanvraag :

— het formulier "privaatrechtelijke contractuele clause bij grondoverdracht" dat hem ter beschikking wordt gesteld door het bestuur, behoorlijk ingevuld en ondertekend door beide partijen (overdrager en overnemer);

— een lijst van de overgedragen percelen en de overeenstemmende orthofotoplannen met de precieze plaatsbepaling van de betrokken percelen.

In geval van herzieningsaanvraag wegens privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht moeten de volgende voorwaarden worden vervuld :

— de bij de privaatrechtelijke contractuele clausule betrokken oppervlakten stonden vermeld in de oppervlakte-aangifte van de landbouwer-overdrager tijdens minstens twee jaar op de drie jaar voorafgaand aan de overdracht;

— de bij de privaatrechtelijke contractuele clausule betrokken oppervlakten worden niet overgenomen door andere landbouwers dan die betrokken bij de herzieningsaanvraag;

— door middel van voornoemd formulier erkent de aanvankelijke landbouwer-overdrager dat geen recht, zowel gewoon als braakrecht, hem persoonlijk zal worden toegekend wat betreft de oppervlakte en de bij de privaatrechtelijke contractuele clausule betrokken rechten;

— door middel van voornoemd formulier verbindt de landbouwer-overdrager zich ertoe om een aanvraag om vaststelling van de bedrijfstoelagerechten (deelname aan de bedrijfstoelageregeling), vergezeld van een afschrift van voornoemd formulier, behoorlijk ingevuld en ondertekend, in te dienen;

— de aanvankelijke landbouwer mag geen andere overeenkomst betreffende de betrokken rechten of de overdracht daarvan aangaan met andere landbouwers dan die betrokken bij de herzieningsaanvraag.

In voorkomend geval wordt de door de landbouwer ingediende aanvraag om privaatrechtelijke contractuele clausule in geval van grondoverdracht gelijkgesteld met één van de andere gevallen bedoeld in hoofdstuk 3, sectie 2, van Verordening (EG) nr. 795/2004. Indien noodzakelijk worden de landbouwers erom verzocht om eventuele bijkomende bewijsstukken te leveren.

In geval van herzieningsaanvraag wegens privaatrechtelijke contractuele clausule bij grondoverdracht wordt de herziening berekend volgens de procedure bedoeld in artikel 46 van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en in artikel 17 van Verordening (EG) nr. 795/2004 of in voorkomend geval in een ander artikel van hoofdstuk 3, sectie 2, van laatstgenoemde Verordening.

**Art. 12.** Op straffe van verval of nietigheid moet elk beroep tegen een beslissing genomen ter uitvoering van dit besluit bij aangetekende brief ingediend worden bij het bestuur binnen de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing.

**Art. 13.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

Namen, 7 juli 2006.

B. LUTGEN

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 4096

[2006/203314]

### 7 JUILLET 2006. — Arrêté ministériel relatif aux demandes d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique en 2005 par l'utilisation de la réserve nationale en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée en dernier lieu par la loi du 12 août 2003;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1<sup>o</sup>, modifié par la loi du 29 décembre 1990;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 319/2006 de la Commission du 20 février 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 658/2006 de la Commission du 27 avril 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 659/2006 de la Commission du 27 avril 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu la notification faite par la Belgique en date du 29 juillet 2004 au titre des articles 58, paragraphe 1<sup>er</sup>, et 64, paragraphe 1<sup>er</sup>, et 70, paragraphe 1<sup>er</sup>, point a), 2<sup>e</sup> tiret, du Règlement (CE) n° 1782/2003;

Vu la concertation entre les gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 12 juin 2006;

Vu l'urgence;

Considérant l'obligation de se conformer sans retard aux Règlements du Conseil et de la Commission visés au préambule;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne l'utilisation de la réserve nationale pour l'octroi de droits au paiement unique, de préciser les conditions d'éligibilité à ces droits pour les agriculteurs se trouvant dans des situations spéciales ou lors de programmes de restructuration et/ou de développement et de fixer les modalités d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique;

Considérant que les agriculteurs qui souhaitent bénéficier de ces droits issus de la réserve nationale doivent introduire, pour l'année civile 2005 leur demande pour le 31 mars 2005 et doivent en connaître les conditions et modalités d'attribution;

Considérant que l'administration doit, afin de contrôler efficacement les demandes d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique par l'utilisation de la réserve nationale, vérifier la réalité des transferts d'exploitations ou de parties d'exploitation lorsque de tels transferts sont invoqués;